

tribune



socialiste

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié — N° 534 — mercredi 26 avril 1972 — 2 F



LE VIETNAM CONTRE LES "GRANDS"

Les obsessions de Comiti et de Crespin

Au lycée de Font-Romeu, il faut que l'ordre et la morale soient sauvés. L'ordre et la morale de MM. Comiti et Crespin.

Pendant les vacances de février, un lycéen et une lycéenne se sont permis de passer quelques jours ensemble avec l'accord d'ailleurs de leurs parents. L'administration s'est déclarée moralement responsable et décide de renvoyer les deux élèves de l'internat.

Du lundi 28 février au mercredi 1^{er} mars, le lycée se met en grève pour protester contre le renvoi. 180 élèves organisent l'abstention des cours et

déposent leurs revendications à l'administration qui refuse d'engager la discussion. Les parents d'élèves, eux, rencontrent à plusieurs reprises les représentants des élèves.

L'inspecteur d'académie vient au lycée et annonce aux élèves que s'ils persistent dans leur attitude le lycée sera fermé. A leur tour, MM. Comiti et Crespin envoient des lettres, insistant sur la situation privilégiée des lycéens. Les deux lycéens renvoyés ayant été logés chez l'habitant à Font-Romeu, les élèves réintègrent les cours.

Alors les sanctions pleuvent. Nageurs et lutteurs abstentionnistes se voient refuser le départ en compétition. Des menaces de retrait de licences se font entendre. Par solidarité le club des nageurs d'Antibes ne participe pas au championnat de France. Le lycée de Perpignan fait également une grève de soutien.

Aujourd'hui la situation est la suivante :

— un nouvel élève a été renvoyé pour avoir répondu à la lettre du co-

lonel Crespin et avoir distribué un tract (ce qui n'est même pas prouvé), — certains élèves sont menacés par un professeur d'athlétisme de ne pas être repris après les vacances de Pâques.

Décidément les problèmes de la sexualité préoccupent beaucoup les responsables de notre sport qui entendent réagir. En obsédés.

Le Larzac n'est pas un désert

C'est ce que les paysans du Larzac, et de toute la région, ont affirmé au cours des trois journées « Fermes ouvertes » de Pâques, les 2 et 3 avril, à plusieurs milliers de personnes venues affirmer leur solidarité à l'appel des comités d'action, comités de sauvegarde, amis de Politique-Hebdo. Trois jours durant lesquels les paysans étonnés et ravis d'un tel afflux, ont répondu aux questions posées devant l'agression de Debré. Leur réponse est claire : « Nous garderons le Larzac »

Dimanche et lundi de Pâques, des groupes d'information se sont constitués au bord de la nationale 9 pour arrêter les voitures, parler avec les automobilistes de passage, faire signer la pétition et expliquer le sens de l'opération « Fermes ouvertes ». Ainsi les habitants de la région ont pu découvrir comment l'armée se comporte au Larzac. C'est par exemple :

Les blindés qui passent exprès dans les champs de céréales, les hélicoptères qui survolent les troupeaux et effraient les brebis. En dehors des heures prévues, du tir au canon, de jour comme de nuit. Cela rend impossible toute utilisation, pourtant prévue par les conventions, des pâturages situés dans l'enceinte du camp. Le dimanche soir, 2.000 personnes, réunies à la ferme Massebauu, ont écouté Marti chanter en langue d'Oc.

Le lundi, c'est le grand rassemblement des comités d'action. Ils en sont venus de partout et parfois de fort loin : de Strasbourg, Bordeaux, Pau, Paris, St-Brieuc. Tous se mettent en relation aussi bien avec l'association de sauvegarde, qui regroupe toutes sortes d'organisations et d'individus, des révolutionnaires aux centristes, qu'avec les comités d'action de Rodez et Millau. Un large front se développe. Même si les objectifs sont loin d'être identiques, le but immédiat est le même. Debré ne doit pas pouvoir commettre son crime contre les paysans du Larzac.

Le lundi après-midi, un gars de Canjuers dans le Var, nous a raconté comment l'armée a déjà fait la même chose là-bas et comment ils ont essayé de lutter mais en vain.

Après ces trois journées, les paysans du Larzac sont bien décidés à ne pas abandonner le terrain. Sur 107 paysans, 103 ont pris l'engagement de refuser toute forme d'achat ou d'indemnisation.

Pour l'instant, l'action puise sa force dans la solidarité et dans une résistance non violente face à toutes les provocations. En ce sens, ceux qui ont lancé des cocktails Molotov contre la préfecture de Rodez sont en fait étrangers à cette action.

Le comité d'action Larzac a dit et écrit qu'il n'envisageait pas de prendre en charge des actions de commandos. Cela n'a pas empêché la police de le soupçonner et d'arrêter des militants dont le seul tort avait été de coller des affiches pour le meeting du 13 mars à Rodez. La presse a immédiatement fait écho à ces arrestations pour tenter de dévaloriser l'action menée. Le PSU, largement représenté au sein du comité d'action, est parfaitement solidaire des positions du comité d'action. Plus que jamais, la mobilisation demeure, pour la victoire des paysans du Larzac.

Section PSU de RODEZ

Pour le Premier Mai

Du Creusot-Loire Dunkerque à Peugeot Mulhouse, de la Sollac en Lorraine au Joint Français à Saint-Brieuc, dans les usines les travailleurs ont engagé de grandes luttes pour jeter bas l'intransigeance patronale.

Partout la réponse est la même : le patronat oppose la violence policière aux revendications des travailleurs. Il organise militairement une partie de sa maîtrise et de ses milices et les jette contre les piquets de grève provoquant de violents affrontements. Quand cela ne suffit pas, ce sont les CRS et la garde mobile qui prennent le relais.

La résistance ouvrière est farouche et les luttes deviennent de plus en plus longues et acharnées pour arracher la victoire, comme à Girosteel. Dans les quartiers populaires les occupations de maisons vides à Paris, Saint-Denis, Issy-les-Moulineaux, Choisy, Wasiers, Toulouse... viennent prouver la détermination des mal-logés à régler à leur manière une crise du logement entretenue par les spéculateurs et les escrocs issus des cabinets gouvernementaux.

Deux mois après l'assassinat du jeune ouvrier maoïste Pierre Overney par un tueur fasciste à la solde de la direction de la Régie Renault, c'est un 1^{er} Mai de combat que préparent la classe ouvrière et la population.

A l'heure où le peuple vietnamien est en train de porter des coups décisifs à l'impérialisme US en Indochine, à l'heure où les travailleurs anglais (hier la Clyde, les mineurs, aujourd'hui les cheminots) se mettent en mouvement et doivent affronter la répression gouvernementale ; à l'heure où l'armée française est encore le gendarme au Tchad et dans les soi-disant territoires et départements d'outre-mer ; à l'heure où partout en France la défense des grèves et de toutes les formes de lutte des travailleurs est à l'ordre du jour, les travailleurs, le peuple de Paris, balayant les opérations de division et les manœuvres électorales, tiendront haut levé le drapeau rouge du 1^{er} Mai.

AMR; CDP; Ligne Rouge; LC; LO; ORA; PSU; Révolution; SR.

CELA NE FAIT QUE COMMENCER

Le premier numéro de TS, nouvelle formule a été tiré à 35.000 exemplaires, soit dix mille exemplaires de plus que notre tirage moyen des derniers mois.

Ce tirage a été possible parce qu'un nombre limité de fédérations a commencé à répondre à notre appel. Il ne fait de doute pour personne que si l'ensemble du parti décide d'engager la bataille pour assurer définitivement l'existence de TS, un tirage beaucoup plus considérable peut être assuré.

Cela veut dire deux choses :

— le journal du parti, et les idées qu'il diffuse gagneront en audience et en autorité ;

— l'équilibre financier du journal permettra non seulement d'apporter beaucoup d'autres améliorations à sa formule, mais facilitera toute l'information interne et l'édition d'autres publications indispensables (brochures, livres, etc.). Il faut se servir de TS comme d'une locomotive, qui permette au PSU de répandre ses idées et d'expliquer son action sur tous les fronts de lutte.

Il est donc indispensable qu'à tous les niveaux de l'organisation la bataille pour Tribune soit au centre des délibérations et que des mesures pratiques soient prises pour assurer la diffusion la plus large du journal.

Répétons-le, chaque section doit installer au moins un point de vente et le tenir régulièrement.

En ce qui concerne la souscription elle ne fait bien entendu que démarrer. Au 20 avril, soit quelques jours après son lancement, son montant s'élève à 6.908 F.

Là encore, il faut constater que ce sont des envois individuels, mais que leur éparpillement prouve que les fédérations et les sections ne se sont pas encore saisies du problème.

Disons-le encore, si dans le mois qui vient nous ne réunissons pas 100.000 F, il sera vain d'imaginer la poursuite de l'expérience.

Le problème est donc pour le parti de manifester concrètement s'il veut que Tribune Socialiste vive et progresse ou s'il accepte sa mort. Tout le reste est littérature, et mauvaise littérature.

Il est trop tôt encore pour enregistrer les réactions de nos lecteurs.

Disons simplement que les premières impressions qui nous ont été transmises ont été généralement favorables. Mais nous attendrons la semaine prochaine pour en parler valablement.

Pour ce qui nous concerne, nous avons été plus sensibles aux défauts qui sont toujours flagrants dans un premier numéro. Nous en corrigerons quelques-uns dès ce numéro et commettrons sans doute d'autres erreurs. C'est le propre de toute activité, à plus forte raison de toute innovation.

Notre souci reste, plus que jamais, de répondre aux besoins qui se sont manifestés et se manifesteront encore.

A nos lecteurs, à nos militants, de nous dire maintenant si notre effort a un sens.

Christian Guerche ■



Massu, criminel de guerre

Le 14 mars dernier, des étudiants de la Faculté de Droit de Lille, placent des affiches « Massu criminel de guerre » sur les panneaux affectés aux libertés syndicales et politiques.

Invoquant des pressions d'origine indéterminée, le Doyen ordonne le retrait de l'affiche. Aussitôt les étudiants organisent une campagne d'information et de mobilisation.

Une délégation d'une cinquantaine d'étudiants et de quelques enseignants est reçue par le Doyen le 21 mars. Elle exige le rétablissement de l'affiche et d'une façon plus générale, une reconnaissance plus étendue des droits politiques accordés aux étudiants par la loi d'orientation de l'enseignement supérieur.

Le Doyen oppose un refus catégorique à cette demande. Un affichage massif est alors décidé et des groupes d'étudiants protègent les affiches.

Finalement le Doyen a capitulé sans condition et prescrit la réintégration de l'affiche dans les panneaux réservés aux étudiants.

Capitulation salubre.

(APL)

ECHEC A POMPIDOU

ROBERT CHAPUIS

Le 23 avril, Pompidou a perdu la majorité dans le pays. Et pourtant le 24, il était encore Président de notre République. Telle est en effet la loi du système électoral et plus précisément du système référendaire dans notre pays. Et c'est pourquoi nous avons appelé au boycott sous ses diverses formes.

Aux temps du général de Gaulle, l'appel direct à la masse des Français visait à conforter le chef suprême et à faire entendre la voix venant des profondeurs du peuple. Le 23 avril, le référendum ne servait guère qu'à donner l'impression qu'il existait une majorité nationale pour les opérations internationales du capitalisme.

Par la nature de sa campagne et sa concurrence avec l'U.D.R. sur l'appel aux « forces nationales » (selon les termes de l'Humanité du 22 avril), le Parti Communiste français avait apporté une aide sérieuse à l'opération de validation du référendum. Il en supporte l'échec en même temps que l'auteur même de l'initiative.

Car il y a eu une majorité « politique » pour dire non à la fois à Pompidou, à son Europe et à son régime. Le pourcentage important des votes blancs et nuls montre que de nombreux électeurs se sont intéressés au référendum. Il démontre que l'abstention est elle-même massivement un acte politique. Avec près de 40 % des voix, même si l'on compte 20 à 22 % d'abstentions traditionnelles, il s'est trouvé encore davantage de partisans du boycott que de partisans du non.

Si on les additionne, on s'aperçoit que la France est bien en état

de crise politique latente. Et l'on retrouve alors le seul vrai problème : quelle solution donner à cette crise ? Est-ce par la recherche d'une majorité parlementaire qui entretiendra « démocratiquement » la crise mais ne la résoudra pas ? Ou est-ce par la mobilisation populaire autour des objectifs qui définissent l'alternative socialiste et répondent aux besoins réels des travailleurs : la transformation de leurs conditions de vie et de travail, la fin des hiérarchies qui les oppriment, la disparition des inégalités sociales et l'affirmation de leur pouvoir sur tout ce qui les concerne ?

La grimace

Quand les travailleurs réalisent leur unité dans la lutte au Joint Français, à Berliet et dans bien d'autres entreprises, ils montrent la voie.

A cette pression qui déjà s'exerce sur le pouvoir patronal, il faut donner son prolongement politique. C'est le rôle des militants révolutionnaires de créer les conditions qui permettront ce prolongement et feront évoluer le rapport de forces en faveur de ceux qui subissent actuellement l'oppression et l'exploitation. Cette tâche implique que ces militants s'inscrivent à la fois dans les luttes réelles et dans les batailles politiques qu'il faut livrer contre le pouvoir. C'est la voie qu'a choisie le P.S.U.

Nous avons le sentiment que notre volonté ne correspond pas simplement à une idée généreuse,

mais qu'elle s'inscrit au cœur même de la crise de notre société. Décidément le printemps n'est guère favorable aux forces d'oppression. Ne parlons pas de Prague... En France, il y a trois ans, la majorité des électeurs disait non à de Gaulle. Aujourd'hui ils font à Pompidou une grimace encore plus formidable. L'Auvergnat qui nous gouverne avec un souverain mépris de la démocratie a voulu jouer à son profit d'un référendum inutile sur une fausse question pour une Europe que les travailleurs refusent. Le piège s'est retourné contre lui : les travailleurs lui ont rendu son mépris et commencé à bloquer la machine législative qui sert de couverture à son autorité absolue.

C'est la fin d'un certain système politique qui s'annonce. Aux militants socialistes de savoir correspondre à la volonté des travailleurs pour leur offrir un autre type de vie politique, un autre mode d'expression de leurs aspirations et de leurs choix que le système démodé d'élections qui ne servent qu'à justifier le pouvoir en place.

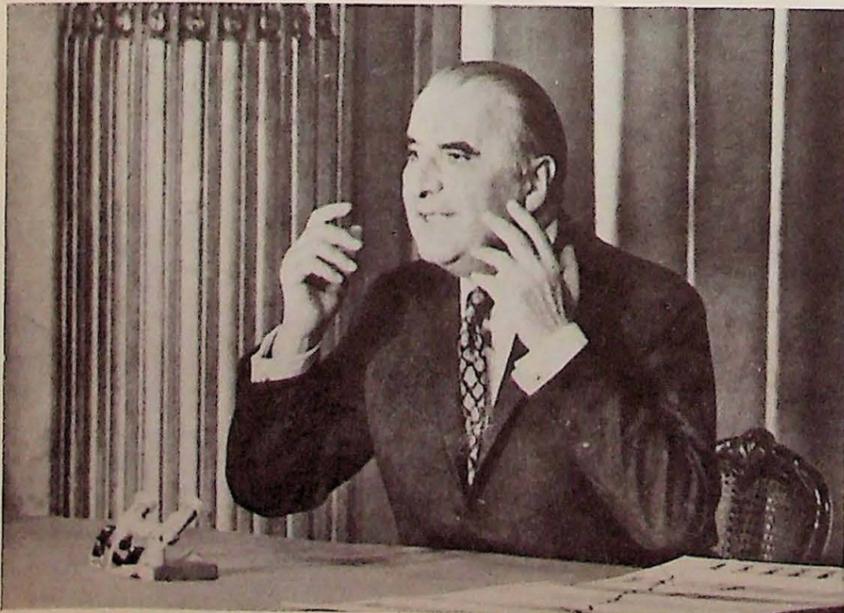
Les initiatives nécessaires

Mais c'est aussi, il faut le dire, le début d'une nouvelle Europe, non parce que le référendum l'inaugure, mais parce qu'il en a révélé la vraie nature. Sans doute M. Pompidou devra-t-il rabattre ses prétentions au leadership européen, néanmoins on peut compter sur le capitalisme français pour œuvrer au mieux de ses intérêts dans les

négociations qui vont s'ouvrir, on peut compter sur le patronat pour savoir s'intégrer dans le jeu des grandes firmes internationales et le nouveau « Marché commun » à dix. Les paysans et tous les autres travailleurs peuvent s'attendre à voir se durcir leurs conditions de vie et de travail. La concentration et la modernisation des entreprises, la mise en place de nouveaux circuits de distribution vont peser lourdement sur ceux qui n'ont que leur travail pour vivre et ne connaissent pas les jeux délicieux du profit. Il faut s'attendre par conséquent à un durcissement de leurs luttes, c'est-à-dire au développement des conditions sociales qui peuvent permettre de donner corps à une alternative socialiste, si les forces politiques étroitement liées aux travailleurs savent prendre les initiatives nécessaires, sur le plan français comme sur le plan européen.

Avec les révolutionnaires

Le 1^{er} Mai, le P.S.U. manifesterait avec les autres forces révolutionnaires sa confiance en une victoire du socialisme. Au-delà, c'est un combat plus dur qu'il va falloir mener contre un adversaire que ses blessures vont rendre encore plus furieux. Mais aujourd'hui plus que jamais, nous avons le sentiment que nous ne menons pas là un combat isolé, mais qu'il exprime la volonté de millions de travailleurs, et de millions de jeunes qui n'ont pas voté le 23 avril, mais qui aspirent à un monde nouveau et n'en voient guère l'image dans les basses manœuvres du référendum.



Je leur ai expliqué l'importance du référendum...



... J'ai démontré les bienfaits de l'Europe...

A.F.P.

UNE INDIFFERENCE ACTIVE

LUCIEN SAINTONGE

Il y a un mois, tout le monde s'accordait à estimer que la trouvaille référendaire de Pompidou était la grande pensée du règne.

Or la large alliance du gaullisme traditionnel, des droites classiques (républicains indépendants, indépendants-paysans, anciens O.A.S. et assimilés) et du centre réformateur a essuyé un échec d'une parfaite netteté. Leur électorat aux dernières consultations pouvait s'évaluer à 35 % pour le gaullisme et ses plus proches alliés (36,7 % de oui au référendum de 69 ; 33,9 % pour Pompidou au 1^{er} tour des présidentielles) et à quelque chose autour de 15-16 % pour les diverses nuances centristes et modérées (Lecanuët et Marcilhacy 14,5 % en 65 ; Poher, avec des voix centre-gauche 18 % en 69). Leur addition ne représente cette fois-ci 36,1 % du corps électoral. L'amalgame, d'une façon ou d'une autre, ne s'est pas fait.

Il faut essayer d'analyser plus précisément dans quelle mesure il y a eu un échec du pouvoir, et à quelles couches de la population il faut en attribuer le mérite. Qu'il s'agisse de repérer les « fuites » dans le camp des oui, les entrées et sorties dans le camp des non, les divers petits ruisseaux qui ont fait la grande rivière de l'abstention, les spécialistes électoraux en attrapperont des cheveux blancs ; en approfondissant un peu, on constate en effet une très grande complexité dans le partage des voix des différents courants politiques et des diverses couches sociales. On ne traitera ici que les mouvements les plus massifs et les moins contestables.

Un vide de 4,5 millions

Les pertes de la droite, on l'a dit en commençant, peuvent s'évaluer à 16 % du corps électoral environ, soit 4.600.000 électeurs. Deux sources de pertes peuvent être isolées : l'électorat gaulliste traditionnel et les divers courants centristes ou modérés. Comme l'a tout de suite fait remarquer Tomasini, les partisans de l'U.D.R. ont été fidèles ; et de fait on peut observer une large coïncidence entre l'électorat de Pompidou en 69 et le oui du 23 avril. Quelques pertes apparaissent dans des départements plutôt ruraux traditionnellement orientés à gauche, qui avaient paru évoluer vers le pom-

pidolisme en 69 et qui reviennent à leur moyenne : l'Allier, l'Aude, le Gers, l'Hérault — et aussi, ô tristesse, le Cantal.

La vie va être plus facile

Mais la plus grosse déconvenue de cette bataille revient de droit aux centristes d'opposition. Ils mobilisent théoriquement environ 15 % du corps électoral et on peut évaluer en moyenne à 3 ou 4 % les électeurs centristes qui ont effectivement rallié le OUI.

Le non et les voix du Parti communiste sont, en gros, équivalents en chiffres : le P.C. avait récolté 17,9 % des électeurs inscrits en 1967 (législatives en période calme) ; il descendait à 15,7 en 1968 (qui depuis représente donc pour lui la damnation éternelle). Duclos avait fait 16,6 % aux présidentielles ; et on est cette fois-ci à 17,15 %. Le P.C. peut soutenir qu'il a gardé et même légèrement accru son patrimoine électoral ; il a beaucoup plus tendance qu'avant le scrutin à dire que voter non c'est voter pour le P.C. et pour lui tout seul. En effet avant les élections, voter non c'était surtout voter patriotiquement pour l'indépendance nationale (affiches tricolores pour le non), c'était aussi défendre la société de consommation agressive par Mansholt et enfin c'était pousser son petit coup de gueule parce que « la vie est difficile », comme disaient les affiches des derniers jours (il est évident qu'avec cinq millions de votes non la vie va être beaucoup plus facile).

Le résultat de ce type de campagne, et on peut le juger positif pour l'avenir du socialisme en France, c'est que la mutation progressive de l'électorat communiste s'est accentuée dans le sens d'un électorat de pure protestation. On voit apparaître des pertes significatives dans les secteurs où le P.C. avait un électorat surtout ouvrier (Seine-Saint-Denis (1), Val-de-Marne, Bouches-du-Rhône) ou employés et salariés moyens (Essonne, Hauts-de-Seine). Dans les zones où le P.C. avait déjà un électorat de protestation type MODEF, il le conserve assez bien, comme en Corrèze, dans le Lot-et-Garonne ou le Cher ; parfois il progresse même comme en Dordogne et dans l'Indre. Il y a quelques régions industrielles où le non dépasse les voix communistes, dans le Nord et le

Nord-Est et la Picardie en particulier ; cela se rattache en grande partie aux inquiétudes pour l'emploi, que le P.C. capitalise à grand renfort de voyages officiels de Marchais ou Billoux. Mais on relève aussi de forts progrès du non qui ne doivent rien à l'implantation du P.C. et qui dénotent un vote d'inquiétude ou de refus émanant de couches menacées, surtout dans l'agriculture : le Lot, l'Aveyron, l'Orne, la Mayenne et le Cantal qui décidément ne respecte rien.

L'origine des abstentions

Il reste à examiner, ce qui est bien sûr encore plus complexe, ce que recouvre l'énorme masse des électeurs qui n'ont pas voté. On peut d'abord faire observer que le chiffre de 46,7 % qui sera utilisé par les commentateurs officiels n'a aucune signification : il y a de toute façon des abstentions, même sans mot d'ordre, et leur taux est assez variable selon les régions. Donc pour y voir clair, c'est par comparaison avec les consultations antérieures qu'on peut dégager le pourcentage probable d'abstentionnistes volontaires. En prenant les deux consultations du printemps 69 comme base, on aboutit à un accroissement des abstentions et des bulletins nuls de 24,76 % de l'électorat, soit environ 7.200.000 électeurs. C'est évidemment énorme. Ce n'était pas du tout prévu, puisque les deux derniers sondages donnaient une moyenne de 36 % soit environ 14 % d'abstentions significatives, la moitié du chiffre réel. Et on pouvait très bien s'attendre à ce que des électeurs peu intéressés ou vaguement méfiants devant cette consultation préfèrent voter quand même pour ne pas paraître suivre les mots d'ordre du P.S. et du P.S.U. ; cela ne s'est pas produit.

Au fond la façon la plus honnête de présenter ce phénomène consiste à dire : deux courants politiques, le P.S. d'une part, le P.S.U. et les groupes d'extrême-gauche de l'autre, ont préconisé l'abstention et le nul ; ils rassemblent d'ordinaire environ 15 % du corps électoral et l'abstention et le nul ont progressé de 24,7 % du corps électoral. Il y a donc soit progrès dans l'audience du P.S. et du P.S.U., soit conjonction entre leur mot d'ordre et une évolution spontanée de l'électorat. Il semble que les deux soient vrais,

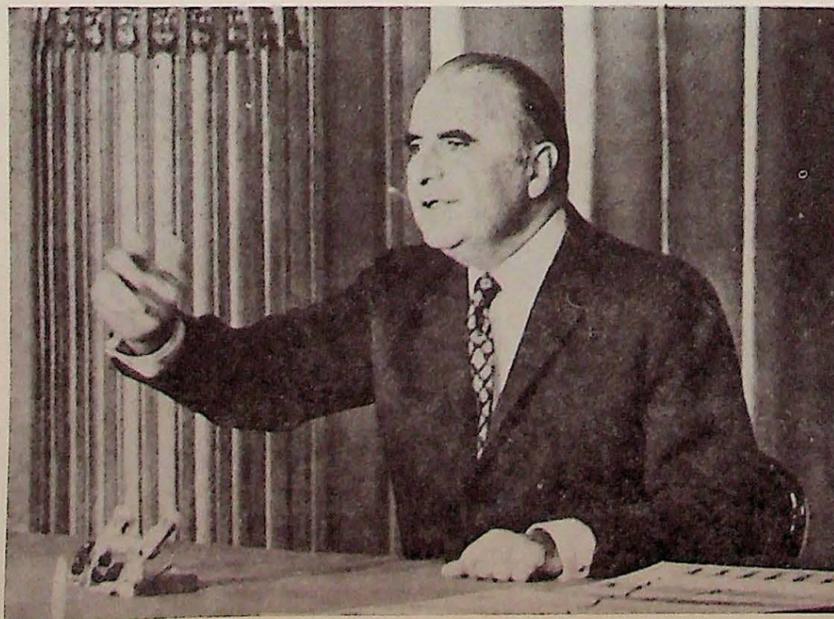
et ce n'est pas facile à distinguer dans la réalité politique. Il y a deux sources de « perturbations » : en plus, les abstentions qui viennent de l'électorat communiste (Haute-Vienne, Hérault, Doubs, Bouches-du-Rhône, Seine-St-Denis) ; en moins les réticences de certains électeurs socialistes dans les zones où le P.S. est le plus centriste ou dans celles que le pouvoir tend à lui disputer (Corrèze, Tarn, Belfort). Mais il y a en gros coïncidence. Pour l'électorat propre du P.S.U. cela peut se vérifier dans les Yvelines, dans l'Isère (53.000 abstentions et nuls à Grenoble au lieu de 20.000 d'habitude), à Saint-Brieuc, en Loire-Atlantique, dans l'Essonne, etc.

Mais il y a aussi un large courant de refus de vote d'origine centriste ou conservatrice, auquel le CID-UNATI n'est pas étranger (voir le Rhône et le nord de l'Isère). Il traduit le « lâchage » des formations centristes par des couches sociales dont elles n'expriment plus l'inquiétude devant l'évolution économique : petite agriculture, viticulture, mais aussi salariés et employés qui votaient centriste auparavant (Lyon et Strasbourg).

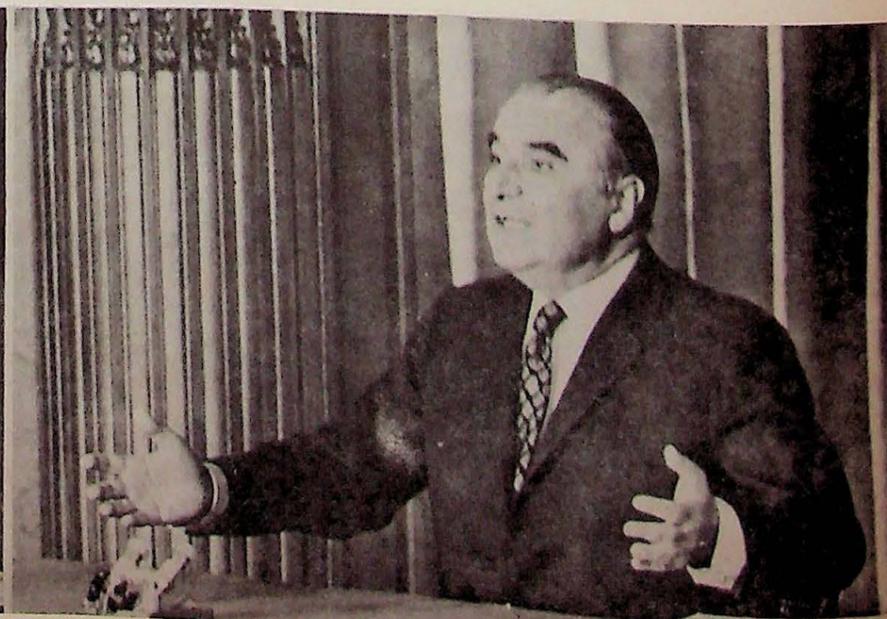
Le sens de cette évolution est donc encore instable mais offre une perspective aux forces socialistes. Il y a des couches assez larges de l'opinion qui, sentant l'incertitude de leur situation économique et ne se reconnaissant plus dans une protestation de type centriste, ont témoigné leur refus de l'astuce référendaire en rejoignant l'attitude préconisée par le P.S. et par les révolutionnaires. Mais cela ne veut sans doute pas dire que c'est un milieu qui se retourne complètement.

Au fond, quand Tixier disait dimanche soir que les Français avaient témoigné d'une totale incompréhension de l'objet du débat, il disait une énormité de plus ; car l'objet du débat c'était plutôt : va-t-on laisser Pompidou nous endormir et pouvoir claironner « je sers un grand dessein national et tous les Français sont derrière moi » et à cela les Français, qui ont très bien compris, ont répondu clairement. Celui qui trouva le mot de la fin, dimanche soir, c'était plutôt d'Ornano, député républicain indépendant, qui trouvait qu'« on fait voter les Français trop souvent ». Il a raison, à force d'essayer ça pourrait finir par rater.

(1) En Seine-Saint-Denis, les candidats communistes, au premier tour de 1967, recueillaient 36,6 % des inscrits ; Duclos descendait à 30,6 % et le non est à 27 %.



... J'ai balayé les objections...



... Ils n'ont rien compris !

DU FRIC AU TRAFIC

Demain 27 avril, le rapport du Sénat sur la publicité clandestine à l'O.R.T.F. sera rendu public. Avec un peu de retard... pour cause de référendum. Ces manières de gens bien élevés en disent long sur l'indépendance du Parlement à l'égard du pouvoir, et sur les inévitables silences que comportera le rapport.

Ce n'est pas cependant une raison pour boudier notre intérêt à l'enquête : il faut bien reconnaître à l'opiniâtreté du sénateur Diligent d'avoir obtenu, pour une fois, d'une assemblée qu'elle joue un peu du rôle que les démocraties bourgeoises attribuent théoriquement au Parlement !

Même distillées avec les précautions d'usage, les informations contenues dans le rapport donneront une image instructive de l'extraordinaire trafic de fric et d'influence qui règne autour de l'O.R.T.F. Chacun pouvant s'en convaincre par la lecture de son quotidien habituel, c'est sur un aspect particulier de l'affaire que nous voudrions insister.

TOUT EN NUANCES

L'un des centres principaux du trafic, c'est une entreprise publique, l'Agence Havas, laquelle est le principal organisme de publicité en France : l'Agence elle-même, qui assure les activités de régie de publicité (collecte des annonces pour le compte des journaux, en particulier les grands quotidiens régionaux) ; sa filiale Havas-Conseil qui réalise et place la publicité des entreprises ; cette dernière a engendré un nouveau rejeton, Havas-Conseil Relations Publiques, qui se livre à une activité dont la distinction par rapport à la précédente est... toute en nuances : il s'agit principalement de créer dans le public une « image de marque » d'un produit, une entreprise, voire une activité économique (1), d'en faire parler, etc. Le client paye, évidemment ; en revanche le support de la campagne doit être gratuit, sinon... ce serait de la publicité. Il n'est pas exclu que la campagne soit dirigée, à travers un mouvement d'opinion favorable, vers les « pouvoirs publics ». Mais, encore une fois, tout est dans les nuances !

On comprend déjà un peu mieux comment Havas-Conseil Relations Publiques pouvait s'intéresser à la télévision, même sans rien faire d'apparence illégale. De l'insertion sournoise d'objets de marque (qu'il s'agisse de pots de moutarde ou de réfrigérateurs) dans des émissions habituelles, à la réalisation de films en faveur d'un groupe de pression en difficulté avec le pouvoir, il n'y avait qu'un pas à franchir — et il a été franchi (2) ; de là, on pouvait songer à tourner des interdictions, comme par exemple celle visant la publicité en fa-

veur des boissons alcoolisées — il a failli être franchi.

L'exemple d'Havas a été suivi par d'autres officines du même genre (2).

Mais pour y parvenir, il faut :
1. un réseau de relations, et
2. des complicités intéressées.

PAR PERSONNES INTERPOSEES

La première condition est réalisée



L'Office de Radiodiffusion Télévision Française

par l'extraordinaire imbrication de personnes entre Havas et l'O.R.T.F. Cela commence par le patron d'Havas, Christian Chavanon, un copain de Pompidou, qui avait d'abord été directeur de la R.T.F., et qui a conservé de cette époque une petite équipe connaissant bien la maison. Cela va jusqu'à l'existence de journalistes à l'Office qui seraient simultanément appointés par Havas-Conseil Relations Publiques. Mais c'est passé aussi par la réalisation, par la même maison, des

appels aux grandes quêtes publiques que l'on connaît (au prix, paraît-il, d'honoraires considérables

— mais en même temps le succès de ces campagnes servait la renommée d'Havas).

Quant aux complicités, le rapport du Sénat fera apparaître — si aucune censure n'intervient — qu'elles étaient financièrement intéressées. Mais ce qui est troublant, c'est leur autre dénominateur commun : l'appartenance de la plupart à des milieux très proches de la majorité. A Havas-Conseil Relations publiques, dirigée par un célibataire inventeur de la fête des Pères, Porro di Borgo, on ne compte plus les fils de ministres du régime.

Du côté de l'O.R.T.F., on savait déjà qu'un protégé de Chirac, Jacques Homery, était compromis. « Le Canard Enchaîné » a aussi rappelé que Raymond Marcellac, le gominé de Télé-Dimanche, était aussi le suppléant d'Achille Peretti, et que son nom avait beaucoup été prononcé pendant l'enquête (en restera-t-il quelque chose dans le rapport du Sénat ? C'est un test de l'indépendance dans laquelle a pu travailler la commission d'enquête.)

... MAIS DANS LES NUANCES DU POUVOIR

Aussi est-il possible de comprendre comment s'articulent toutes les pièces du système. L'O.R.T.F. comme Havas sont tout entiers dans les mains du pouvoir. On connaît parfaitement le rôle joué par le premier sur le plan de l'information ; celui du second, s'il est occulte, n'est pas plus négligeable : ne dit-on pas, dans les rédactions, qu'Havas aurait monnayé son concours publicitaire contre un alignement plus marqué à l'égard de la politique gouvernementale ?

Mais les rôles d'Havas et de l'O.R.T.F. ne sont pas seulement symétriques, ils sont aussi complémentaires. Havas plus O.R.T.F., c'est la propagande officielle plus déguisée gouvernementale. A commencer par les périodes de campagne électorale. Aussi doit-on tolérer, voire encourager tacitement le développement des opérations frauduleuses de la mafia de l'information, si ça permet d'avoir des gens sûrs dans la place.

Et voilà à quoi peut servir une « entreprise publique » sous le régime pompidolien. Avis à ceux qui croient que les seules nationalisations créent des processus irréversibles...

Rémy Grillault ■

(1) C'est ainsi qu'il existe à H.C.R.P. un secteur « lobby », autrement dit qui s'occupe des groupes de pression.

(2) Il serait intéressant par exemple de savoir qui, et par quel canal, a commandité le feuilleton « Le Manège de Port-Barcarès ».

ARVEL

- Une association au service des familles et des jeunes.
- Une association qui propose à ses adhérents des vacances de qualité à des prix étonnants.

— ADRIATIQUE YOUGOSLAVE

- Ile de CRES - Des vacances hors série dans 3 beaux villages. On loge chez l'habitant, on mange au restaurant, on découvre en barque d'autres plages, des îles désertes, des grottes. Pour ceux qui aiment la nature, le calme, la simplicité.
2 semaines : de 360 F à 425 F en pension complète.

- Littoral
2 semaines en hôtel depuis 390 F.

— ADRIATIQUE ITALIENNE

- A Pescara, ARVEL a conclu un accord avec ENAL, la grande association de loisirs des travailleurs italiens.
2 semaines : 360 F, pension complète, logement dans des bungalows sous les pins, à 200 mètres de la plage. Repas au restaurant du village de vacances.

— AUTRICHE

- De bonnes auberges villageoises dans le pittoresque et accueillant TYROL.
2 semaines : de 420 F à 520 F, pension complète, selon dates et localité.

Et puis, la Bulgarie, la Tunisie, l'Egypte...
Demandez le catalogue.

ARVEL : délégué général : André Barthélémy, 78 bis, rue du 8-Mai, 69-Villeurbanne. Tél. : (78) 84-81-24.

ou à PARIS : 94, rue Notre-Dame des Champs, Paris 6^e. Tél. : 325-00-14 de 15 h à 18 h.

Réception : mardi et vendredi de 17 à 19 h.

LE SYNDICALISME ENSEIGNANT A-T-IL UN AVENIR ?

GERARD FERAN

Deux Congrès ont eu lieu pendant les vacances de Pâques. Celui du SNES affilié à la FEN. Celui du SGEN (1) affilié à la CFDT. Si nous y revenons aujourd'hui c'est parce que ces deux Congrès sont sans doute plus importants dans ce qu'ils annoncent pour l'avenir que par ce qui s'y est effectivement passé ces dernières semaines. Le SNES demeure, inébranlablement dirigé par la tendance Unité Action liée au parti communiste. Rien ne permet d'envisager sérieusement à court ou moyen terme un renversement de majorité qui en fasse un syndicat réellement combatif. Au SGEN par contre un petit coup de théâtre a permis l'accession d'une majorité de gauche au Bureau national, l'ancien secrétaire général, Pietri, a en effet remis sa démission malgré la faible majorité qu'il avait pourtant obtenue sur son rapport d'activité. Une nouvelle direction dirigée par F. Garrigue qui représentait jusque-là l'opposition au Bureau national a donc été mise en place.

Les conditions d'un nouveau débat sont réunies

Mais l'événement en tant que tel est moins intéressant que ce qu'il prépare. D'abord parce que le nouveau Bureau n'est pas homogène et que la présence de membres de l'ancien Bureau national va constituer un frein à la nouvelle orientation du syndicat. Ensuite et surtout parce que le SGEN est le fruit d'une maturation généralisée de la CFDT qui ne peut donner des résultats immédiats. Ce sont donc les conditions d'un débat sur la nature et l'orientation du syndicalisme enseignant que sa mutation dès aujourd'hui qui sont ouvertes par le changement de majorité du SGEN.

L'école est-elle neutre ?

L'important donc est ailleurs : il est dans la nature du débat engagé sur l'école et sur les formes de lutte qui sont mises en œuvre sur ce terrain. Au Congrès du SNES les tendances de gauche, « Rénovation syndicale » et « l'École émancipée » ont engagé la bataille sur un sujet qui met mal à l'aise la direction du syndicat : l'École est-elle neutre, ou est-elle un appareil qui reproduit activement la division en classes sociales ? Et cette question engage immédiatement le type de stratégie que l'on développe par rapport aux luttes sur l'école : notre objectif est-il uniquement de « démocratiser » l'école actuelle, ou vise-t-il à poser en de tout autres termes les problèmes de l'éducation et de la transmission des connaissances ? Ces questions certes sont difficiles à poser parce qu'elles heurtent la sensibilité d'une grande partie du mouvement ouvrier : l'importance du double

combat qu'il a mené depuis la Troisième République contre l'école des élites bourgeoises et pour l'école publique a entraîné une fausse assimilation : le droit à la formation des classes populaires est aujourd'hui identifié au devoir de défendre l'école en se contentant seulement de permettre un plus large accès des fils d'ouvriers et de paysans à ce qu'on appelle la culture. Du coup le syndicalisme enseignant s'est développé autour de deux objectifs : défense du personnel enseignant essentiellement sur le plan quantitatif d'abord (salaires, locaux, matériel...) ; revendication d'un accès démocratique à l'école ensuite. Ces deux objectifs restent sans doute importants et leur négation relèverait d'un luxe gauchiste propre à ceux qui ont les moyens de se payer « des revendications qualitatives ». Mais c'est la stratégie dans laquelle ils sont insérés qu'il s'agit de renouveler. Et c'est là que les débats du Congrès du SNES et le changement de direction du SGEN peuvent être importants pour les années qui viennent.

Deux questions essentielles

Une nouvelle stratégie socialiste par rapport à l'école se construit en effet autour de deux questions : quels ob-

jectifs voulons-nous atteindre ? Par quels moyens ? Sur le but à atteindre les minoritaires de la gauche du SNES ont donné un début de réponse. En négatif : ce que nous voulons, ce n'est pas « l'élargissement », « l'adaptation » de l'école capitaliste mais à terme, sa destruction.

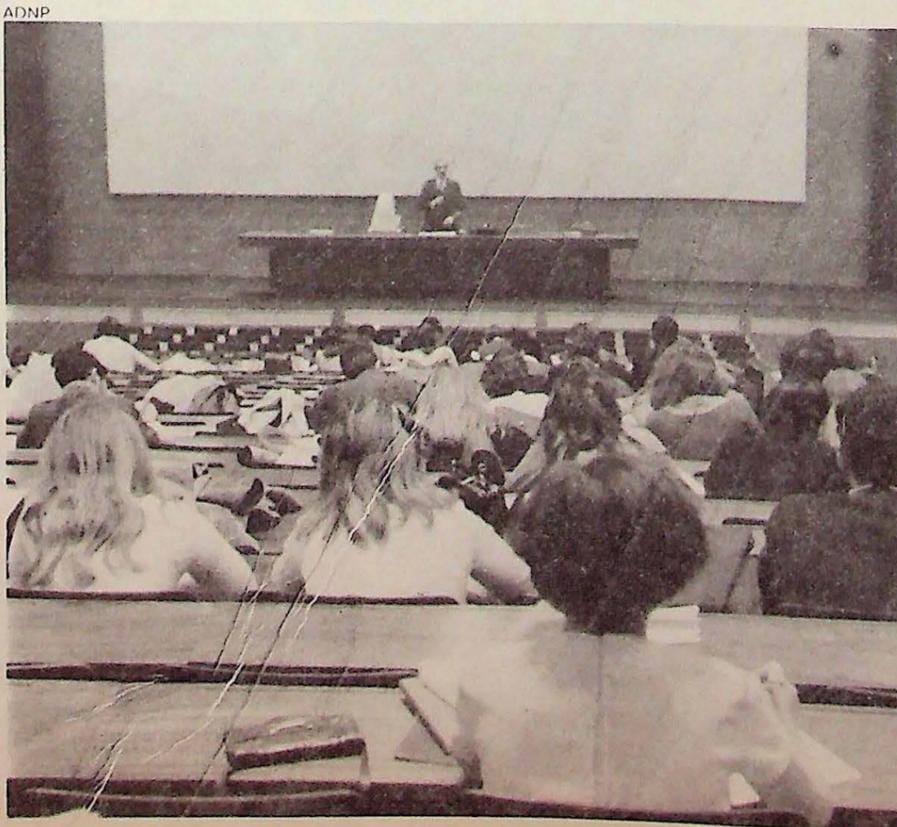
En positif : il s'agit de réorganiser les fonctions d'éducation et de transmission des connaissances de telle façon que l'ensemble de la formation permette de surmonter les conséquences de la division sociale du travail et non de l'aggraver. Autour de la redéfinition de ces objectifs se situe le débat sur les thèses italiennes du Manifesto, sur l'étude de Baudelot et Establet et sur la perspective d'une « Société sans école » développée par Ivan Illich.

Ces perspectives sont encore peu élaborées. Mais elles ne seront précisées que si le débat théorique sur la fonction de l'école est lié à la pratique des combats qui sont menés aujourd'hui. Deux éléments sont importants ici : il s'agit de la multiplication des luttes qui portent sur la fonction du système d'enseignement : le travail accompli dans les CET depuis l'année dernière sur le thème « Le CET c'est déjà l'usine » permet ainsi de situer le combat non pas dans le seul système scolaire, mais dans sa relation avec la production. Sur un autre plan, dans

le secondaire, des luttes apparemment « pédagogiques » contre l'inspection répressive et pour la liberté pédagogique vont en fait beaucoup plus loin que la seule rénovation pédagogique chère à ceux qui évitaient ainsi de se poser des problèmes politiques. Ces actions en effet ont pour but de mettre en évidence en quoi le rapport d'enseignants à enseignés est inséparable de la fonction sociale qui est celle de l'école en système capitaliste.

Prise en charge de l'école par les travailleurs

Le deuxième élément touche à la prise en charge du problème de l'école par les travailleurs : il s'agit de dépasser la juxtaposition actuelle des luttes scolaires et ouvrières qui ont comme seul point commun la critique de la politique gouvernementale. Pour que leur liaison puisse être anticapitaliste il faut beaucoup plus qu'un changement de slogans : il faut que ce soit, en tant que travailleurs, et non plus en tant que « parents d'élèves » que le problème de l'école soit posé par les militants ouvriers. Ceci suppose donc que soient définis des objectifs qui associent travailleurs et usagers de l'école sur des objectifs communs tels que la sélection, l'emploi, la formation permanente. Or jusqu'ici les actions conjointes ont été en termes de solidarité. Popularisation de luttes ouvrières dans l'école dans un sens : solidarité avec des lycéens ou des enseignants victimes de la répression dans un autre sens. Mais au-delà des objectifs se pose la question des formes d'organisation des luttes contre l'école de classe. Et c'est là que le SGEN peut ouvrir de nouvelles perspectives : non pas parce que sa direction actuelle est plus « à gauche » que l'ancienne, mais parce que le SGEN est partie prenante d'un syndicat ouvrier, la CFDT, qui malgré ses faiblesses et ses contradictions est en train d'ouvrir de nouvelles voies à la lutte des classes en France. Le vrai débat au sein du SGEN, il portera dans les prochains mois sur le sens de l'articulation entre les luttes ouvrières et les luttes sur l'école. En définitive il permettra de savoir si le syndicalisme enseignant a encore un sens ou si ce n'est pas dans la direction d'une réorganisation totale des fonctions du syndicalisme enseignant et ouvrier qu'il s'agit de travailler. Tel est l'enjeu qui sera sans doute au centre des débats de demain. Les minoritaires du SNES, la nouvelle majorité du SGEN et l'ensemble des militants inorganisés doivent et peuvent prendre en charge cette réflexion. « T.S. » pour sa part tentera d'y contribuer largement en ouvrant prochainement un débat avec les représentants de tous ces courants.



(1) S.G.E.N. : Syndicat Général de l'Éducation Nationale.

LA BRETAGNE SOUTIENT SES GREVISTES

La situation a bien changé depuis la fin février où les travailleurs du « Joint » lançaient des débrayages tournants d'une demi-heure trois fois par jour et depuis l'occupation des locaux décidée le 13 mars. Le refus de négocier de la lointaine direction parisienne, le soutien inconditionnel au patronat de choc de la justice de classe locale ordonnant le 15 mars l'évacuation des locaux et l'intervention des forces de police ont affermi la volonté des travailleurs du « Joint » et développé la solidarité autour d'eux. Depuis la semaine dernière 13.000 personnes sont descendues dans la rue à Saint-Brieuc ; même en mai 1968 cela ne s'était pas vu. La direction par préfet interposé a tenté de rompre le mouvement en faisant de « nouvelles propositions » ridicules par rapport à la revendication des 0,70 F de l'heure pour tous.

Un meeting rassemblant environ 600 travailleurs du « Joint » s'est tenu devant l'usine. Ils ont répondu par un refus de voter à ce qui n'était qu'une nouvelle provocation délibérée.

Un test pour le patronat

Parallèlement la direction agite le chantage à la fermeture. Personne ne croit plus à cet épouvantail à moineaux, même le préfet la dément devant les organisations syndicales. Mais en tout cas, cela prouve que les patrons sont prêts à brandir toutes les menaces propres à casser la lutte.

Elle ne veut pas entendre parler de négociations, elle ne veut pas céder. Car il s'agit d'un test pour le patronat français. La CGE (Compagnie Générale Electrique) a d'éminents représentants au sein du CNPF : Ambroise Roux et Huvelin. Le patronat sait bien qu'actuellement de nombreuses grèves longues et dures se développent, alors il lui faut tenir. Il pense qu'en ne cédant pas, en cassant le mouvement au « Joint » il bloquera, au moins partiellement, les velléités des autres travailleurs. C'est une épreuve de force engagée dans le cadre de la lutte de classe.

Les travailleurs du « Joint » en sont d'ailleurs conscients quand ils manifestent en criant : « La lutte du « Joint » est celle de tous les travailleurs. » On a perdu six semaines de salaire et la prime de fin d'année, on ne reprendra pas avec des brouilles », dit une femme au sortir de la délégation syndicale de la préfecture. Cette phrase résume assez bien l'état d'esprit des grévistes. Le slogan n'est plus nous voulons nos 70 centimes, mais nous aurons nos 70 centimes.

Le soutien régional et municipal

Mais ce n'est plus seulement la lutte des travailleurs du « Joint » contre leur direction qui est en cause, c'est la lutte de Saint-

Brieuc et de toute la Bretagne contre les conditions de salaire et d'emploi (17^e rang des salaires sur 21 régions françaises).

Lorsque les manifestations traversent la ville, la population sort pour applaudir les grévistes et les accompagne pendant un bout de chemin. Elle participe à la lutte avec ses propres moyens.

Les quêtes se multiplient à Morlaix, à Paimpol, à Brest ou à Quimper. 25 millions d'anciens francs ont été recueillis. Les paysans fournissent en grande quantité les denrées alimentaires. Au travers de leur soutien aux grévistes ils sentent confusément que c'est l'avenir d'une région qui

est en cause car si le patronat gagne là, pourquoi ne gagnerait-il pas ailleurs.

Le soutien apporté par la municipalité de Saint-Brieuc pèse aussi dans la balance. Le conseil municipal dirigé par notre camarade Le Foll démontre dans les faits la signification d'une municipalité au service des travailleurs. Elle a décidé d'attribuer aux familles des grévistes de Saint-Brieuc une aide financière s'échelonnant de 130 F à 300 F suivant les ressources. En outre les enfants sont admis gratuitement à la cantine pendant une durée égale à celle de la grève. Elle lance des appels de soutien à la population et est présente à toutes les manifestations.

La C.G.T. boulet

L'action menée par les organisations politiques et syndicales, met concrètement en évidence les retombées de leur stratégie, notamment pour le PCF et la CGT. Cette dernière a tenté par tous les moyens de freiner le mouvement et d'empêcher le démarrage de la grève illimitée. Et l'on passe d'ailleurs plus de temps à dire qu'il ne faut pas céder aux provocations gauchistes (au « Joint » on se demande lesquelles) qu'à avancer des propositions concrètes. Quant au PCF il fait la première page de son journal régional sur le référendum et accorde au « Joint » une colonne en deuxième page pour expliquer lui aussi qu'il ne faut pas céder aux provocations. Plus grave, sans doute, la CGT bloque par tous les moyens l'extension du conflit. A l'usine de Bezons, lorsque huit travailleurs du « Joint » sont refoulés, elle ne proteste même pas. Malgré tout sa section locale débordée est bien forcée de suivre tant bien que mal, mais c'est un boulet que traîne la CFDT. Cette centrale est l'un des moteurs les plus importants de l'action. Elle est majoritaire à Saint-Brieuc et les travailleurs lui font confiance. On sent toute la différence avec la CGT lorsque Le Faucheur, secrétaire de l'UD, termine son intervention au meeting du jeudi 20 en disant « puisque le préfet n'a rien à nous proposer, puisqu'il rejette les propositions de vos délégués, c'est tous ensemble que nous devons aller à la préfecture ». Le secrétaire CGT tente bien d'intervenir ensuite mais c'est dans l'indifférence d'une foule organisant son cortège.

Rompre l'isolement

Le problème est maintenant de savoir ce qui va se passer. Nous ne savons pas quelle sera la situation lorsque vous lirez ce numéro de « TS ». Ce que nous savons, c'est qu'il faut essayer de se donner les moyens de continuer jusqu'à la victoire.

Les militants de la Ligue Communiste et du PSU se sont organisés dans le comité de soutien (avec entre autres le CDJA et la FDSEA). La situation est actuellement bloquée. Des jeunes travailleurs rencontrés au foyer se demandent s'il ne faut pas réoccuper l'usine et en chasser les CRS. A l'UD-CFDT, les travailleurs cherchent les moyens de durcir l'action « Si on ne fait pas du bruit on n'est pas écouté ». Une chose est certaine, cela ne peut plus rester comme cela sous peine de pourrissement. Il faut tout d'abord que la solidarité se développe encore afin qu'ils puissent tenir financièrement. Il faut aussi qu'à la CGE les travailleurs sachent qu'ils seront les premiers à subir les retombées d'une défaite à Saint-Brieuc. Pour eux le problème se pose moins en solidarité qu'en terme de lutte avec les grévistes.

La victoire de leur propre revendication passe par la victoire des grévistes de Bretagne.

Alain Rannou ■



Elie Kagan

ROMPRE L'ISOLEMENT

Depuis plus d'une semaine la Presse marque la signification de la grève du « Joint Français » : c'est de l'élargissement du soutien matériel et financier aux travailleurs de Saint-Brieuc que dépend en grande partie la poursuite de la lutte.

Rompres l'isolement est donc aujourd'hui un objectif prioritaire. Cela ne signifie pas la mise en place d'une vaste tentative de récupération politique au niveau national.

Ce qui est urgent aujourd'hui, y compris si les travailleurs du « Joint Français » reprennent le travail après avoir obtenu satisfaction de leurs revendications, c'est d'abord l'aide financière nécessaire à l'alimentation de la caisse de grève.

Les fonds doivent être adressés au CCP du Comité de Soutien : J.-R. PERENNES, 295 99 Rennes. Le maximum doit être fait pour assurer ce soutien : quêtes dans les gares, à la sortie des métros en même temps que dans les entreprises. Ces appels à la solidarité financière doivent s'accompagner d'une information sur les causes et les objectifs de cette lutte. Cette double page de « TS » peut servir à constituer des panneaux d'information. Elle peut être aussi affichée.

Mais la grève du « Joint Français » par son ampleur rend nécessaire un autre soutien. Celui des autres travailleurs de la Compagnie Générale Electricité d'abord, dont deux autres filiales sont entrées en grève.

Le PSU s'emploiera à assurer au maximum cette liaison dans les principales entreprises de la CGE. Celui de l'opinion publique aussi et cela passe par le développement d'une campagne d'explication qui rompe le mur du silence.

Enfin « TS » reviendra dès la semaine prochaine sur l'apport politique que représente cette grève, tant par la forme de sa lutte que par la nature de ses soutiens, ainsi que sur le rôle que peut jouer concrètement une municipalité au service des travailleurs.



Lise Kagan

... et la C.F.D.T. répond

La direction ose affirmer que la satisfaction aux revendications correspondrait à 25 % d'augmentation générale du salaire horaire moyen. L'utilisation de cet argument démontre que la direction du « Joint Français » n'a même plus le sens du ridicule.

Car si 70 centimes de l'heure, quelques améliorations de primes, plus un 13^e mois (pouvant d'ailleurs être étalé sur quelques années) représentent 25 % des salaires actuels, alors il n'est plus nécessaire d'insister sur le caractère dérisoire de ces derniers, la direction sur ce point apporte elle-même la plus claire démonstration de l'absurdité de sa position et du caractère rétrograde de la politique sociale qu'elle pratique.

Qu'ensuite le document patronal puisse faire état d'une situation déficitaire de l'usine du « Joint Français », alors il faut vraiment s'interroger plus à fond sur la façon dont les dirigeants de la société ont assumé leurs responsabilités.

Car enfin, avec des salaires qui ne sont (selon les déclarations de la direction) que quatre fois plus élevés que la somme des revendications déposées, les avantages exorbitants dont a bénéficié cette entreprise en s'installant à Saint-Brieuc; parler de déficit n'est-ce pas s'avouer soit incompétents en matière de gestion, soit tout simplement déterminé à utiliser tous les artifices pour continuer d'exploiter les travailleurs et l'ensemble de la population de notre région (...).

Cette direction est bien mal venue d'oser parler dans sa lettre de conditions normales de dialogue et de « légalité » alors qu'elle s'y est toujours constamment refusée depuis plusieurs années et que le contexte actuel du conflit n'est pas autre chose qu'une conséquence, ceci n'échappe à personne sauf à la direction bien entendu, mais les plus lourds ne sont-ils pas tout simplement ceux qui refusent d'entendre ?

Position du Conseil Municipal

Le Conseil municipal de Saint-Brieuc, réuni en commission extraordinaire le 6 avril 1972, élève à nouveau une vigoureuse protestation contre l'action provocatrice de la police dans le conflit du « Joint Français ». Sans tenir aucun compte du sentiment de la population et de l'avis des élus locaux, elle n'a pour objectifs que de protéger le patronat et d'intimider les travailleurs. L'Etat et ses représentants se font donc les complices de la direction du « Joint » qui s'efforce de laisser pourrir la grève en refusant de faire des propositions acceptables. Le Conseil municipal dénonce l'attitude obstinée et méprisante d'une entreprise dont les salaires sont anormalement bas, alors qu'elle

avait obtenu des conditions exceptionnellement avantageuses pour s'établir dans notre ville (14 hectares de terrain à 1 centime le mètre carré, prime de 700 francs par emploi créé, aménagement d'une réserve d'eau, etc.).

Il regrette que la force publique soit totalement indépendante des élus du peuple et au service exclusif d'un Etat dévoué au capitalisme.

Il réaffirme sa solidarité agissante, morale et matérielle, à l'égard des travailleurs du « Joint Français » et appelle toute la population à manifester sa réprobation, des brutalités policières, son soutien aux grévistes et son refus de voir notre région traitée en réserve de main-d'œuvre à bon marché.



Quand la direction s'adresse au personnel...

(...) Les revendications présentées ont en elles-mêmes un caractère exorbitant puisqu'elles conduiraient à une augmentation d'environ 25 % du salaire horaire moyen. Au surplus, compte tenu de la situation déficitaire de la société, leur acceptation aurait entraîné purement et simplement la cessation d'activité de celle-ci comme cela a été exposé aux représentants du personnel et aux pouvoirs publics. D'autre part, l'arrêt de travail s'est accompagné d'actes qui marquaient, dès l'origine, la volonté de se placer en dehors des conditions normales de dialogue et en dehors de la légalité :

— occupation de l'usine quelques heures avant l'arrivée, préalablement annoncée, du directeur général venu à Saint-Brieuc

pour rencontrer les représentants du personnel ;

— blocage de fait de l'accès à l'usine, supprimant la liberté du travail qui est un droit indissociable du droit de grève.

Malgré cela et à la demande instante des pouvoirs publics, le directeur général et deux de ses collaborateurs ont accepté de participer à une réunion avec une délégation du personnel comprenant les représentants syndicaux, dans les locaux de la Direction départementale du travail. Séquestrés du mercredi 18 heures au jeudi 12 heures, ils ont été soumis à des pressions et vexations inadmissibles. De tels agissements disqualifient leurs auteurs et rendent impossible tout nouveau dialogue.

Occupation des locaux de la PAN'AM à Lyon

Le lundi 17 avril, 18 heures, des militants PSU ont occupé le siège de la compagnie aérienne américaine Pan'Am, 1, rue des 4-Chapeaux, Lyon (2^e).

Au même moment, l'aviation américaine pilonne le Vietnam jusqu'à Haïphong et Hanoi. Nixon essaie ainsi de masquer les défaites des troupes de son « protégé » Thieu

devant l'offensive des forces populaires de libération.

L'occupation des locaux de la Pan'Am est symbolique du soutien que nous pouvons apporter à la lutte des peuples vietnamien et indochinois pour leur libération. L'impérialisme US intensifie la guerre en Indochine. Les travailleurs et les peuples du monde intensifieront leurs luttes.

Le gouvernement Nixon ne pourra pas impunément bombarder l'Indochine et faire le chantage à l'arme atomique sans que ses intérêts économiques, politiques et culturels en France et dans le monde soient menacés.

Luttons contre le capitalisme partout où il exploite et tue les hommes qu'il prenne le drapeau français, européen ou américain. Les luttes à Simca-Chrysler comme à Penarroya en sont la traduction quotidienne en France.

Soutien aux peuples vietnamien et d'Indochine jusqu'à la victoire.

Bureau Fédéral
du PSU - Rhône

Le fliquage de l'Aérospatiale à Toulouse

On ne peut manquer de rapprocher ce qui se découvre chez Renault de ce qui se passe dans l'Aérospatiale - Toulouse, entreprise nationale.

L'analogie est trop grande pour ne pas dénoncer la trame d'un véritable complot, ayant pour but de faire régner l'ordre par la terreur dans les grandes entreprises.

Dans notre usine, comme chez Renault :

- On a embauché des homologues de Tramoni (ex-officier de para qui se fait appeler « le Cobra »).

- On a créé des « correspondants sociaux » désignés par la direction pour supplanter les délégués et par

la même occasion expliquer aux travailleurs qui soumettent un problème qu'ils ont peu de chances de le voir résolu s'ils ont la mauvaise carte... syndicale ou politique.

- On a petit à petit éliminé de la production tous les chefs jugés « trop dans le camp des ouvriers » et on a ainsi remplacé des chefs compétents par des gens dont la qualité essentielle est la servilité.

- Le chef du personnel qui dit à des cadres « syndicalistes » : je fonde mon jugement sur vous, sur le rapport de mes indicateurs !

- On a noyauté et dévoyé des syndicats existants pour en faire des syndicats-maison totalement dévoués à la direction à qui il ne manque que l'étiquette C.F.T., mais qui ont en plus le label d'une représentativité nationale !

C'est un complot adroitement mené pour éliminer dans toutes les grandes entreprises toute force de contestation.

Renault ou l'Aérospatiale servent aujourd'hui de cobaye ; il ne fait pas de doute que ces méthodes fascisantes se développeront si on ne les combat pas comme elles le méritent.

LA C.G.T. SEULE

Le congrès de la C.G.T. aura signifié la confirmation de la tactique de cette mise en œuvre par la Confédération dans la dernière période : « C'est le congrès de la certitude », affirmait, dès le début, Georges Ségué.

Les caractéristiques de cette année préélectorale avaient déjà été définies dans un document de la Commission Exécutive intitulé : « Pour une action syndicale responsable et efficace ».

Publié après la grève brisée des conducteurs de la R.A.T.P., ce texte devait servir de référence aux militants de la C.G.T. qui traitaient toute volonté collective des travailleurs de mener des luttes dures comme « complot » organisé à la solde du pouvoir.

LA C.G.T. ABSENTE DES LUTTES

Penarroya, Girosteel, Le Joint Français : la liste est pourtant longue. Au cours de ces derniers mois, des luttes dures et prolongées se sont imposées comme des victoires. Mais dans ces grèves, l'orientation majoritaire de la C.G.T. s'est retrouvée soit absente, soit désavouée par la majorité des travailleurs.

De ces conflits qui constituent les points forts de la lutte de classes, le congrès de la C.G.T. a peu dis-

cuté. Georges Ségué a une nouvelle fois stigmatisé le « gauchisme », mais en dénonçant le caractère offensif de travailleurs parfois regroupés dans des sections C.F.D.T., il a par là même reconnu l'existence dans la classe ouvrière d'un courant qui regroupe une avant-garde large de travailleurs. Lorsque le délégué de Loire-Atlantique a constaté, après les conflits de Paris-Nantes et de Babcock, qu'« il ne suffit pas pour déterminer les formes de l'action de consulter les syndiqués et les travailleurs », il a ouvertement reconnu l'échec des cadres de l'U.D. de Loire-Atlantique à imposer leur ligne dans le cas de ces actions. C'est un échec affirmé à l'égard des assemblées de travailleurs, c'est aussi un échec affirmé à l'égard des sections syndicales.

TOUJOURS LE COMLOT

Ces remarques sur l'exercice de la démocratie syndicale sont rapportées à la conception policière du complot fomenté contre les travailleurs. Une telle liaison illustre de façon éclatante le refus de la démocratie prolétarienne : la mise en minorité de l'orientation de la C.G.T. ne doit, ni ne peut pas exister ; si un tel phénomène se produit, il ne trouve pas principalement sa cause dans le cours de la lutte de classes, mais dans un

complot. Ainsi tout travailleur combattant sur sa gauche devient, pour la C.G.T., un allié du pouvoir et de sa police.

Quant au responsable C.G.T. de la Régie Renault, il s'est, au cours du congrès, transformé en détective : comparant l'arrestation quarante-huit heures après leur fuite des évadés du Palais de Justice, à la liberté des ravisseurs de Nogrette, il pose la question « Il faut réfléchir, il doit y avoir quelque chose ».

De telles considérations montrent que les analyses de la C.G.T. sont de moins en moins capables de rendre compte du développement de la lutte de classes, et vont accroître ses difficultés à maintenir sa domination sur la classe ouvrière.

Ces difficultés se font jour aussi à propos des objectifs des luttes : la position confédérale de défenseur de la hiérarchie est de moins en moins comprise par les travailleurs. Là encore, la liste est longue des entreprises où les grèves se sont menées pour obtenir des augmentations de salaires égales pour tous et ont vaincu sur ces bases. La volonté de la Confédération de s'attirer, de façon indifférenciée, en partant de leurs revendications catégorielles, cadres et agents de maîtrise est contradictoire avec un combat qui se

fonde sur les principes de la lutte de classes.

SEULE ET « PUISSANTE »

Sur un point, le 38^e congrès de la C.G.T. aura apporté un élément nouveau : c'est celui des rapports avec la C.F.D.T. Auparavant, l'exigence d'un programme commun de la gauche s'accompagnait de la demande à la C.F.D.T. d'y participer ; aujourd'hui Georges Ségué apporte cette « considération complémentaire » : si la C.F.D.T. refuse de participer à la discussion du programme commun, « la C.G.T. est prête à y participer même seule comme organisation syndicale ».

Les subtiles initiatives tactiques visant à peser sur la C.F.D.T. et sur le P.S. ne doivent pas camoufler le fait important, à savoir la volonté de la C.G.T. de se présenter comme « la centrale syndicale représentative de la grande majorité des travailleurs français ». Aux difficultés rencontrées sur le terrain par la C.G.T., s'oppose l'affirmation criée d'autant plus fort de la force de l'organisation.

SE BATTRE DANS LA C.G.T.

Ces difficultés sont bien plus celles de l'orientation dominante que celles des militants de la Confédération. Les enseignements des derniers mois montrent à l'évidence le décalage existant entre ce qui

constitue le cadre organisationnel de la Confédération et de nombreux militants. Les échecs rencontrés par la C.G.T. à Renault-Billancourt dans ses meetings Place National prouvent qu'une part importante des adhérents de la C.G.T. et « a fortiori » des votants C.G.T. aux élections professionnelles, ne s'est pas dérangée pour participer à la curée contre les gauchistes.

De même, au Joint Français, à Saint-Brieuc, ce sont les responsables C.G.T. de l'U.D. qui craignent les idées naissant dans la tête des ouvriers en grève face aux C.R.S., et pas ceux de l'usine.

En ce sens, la situation est favorable à une intervention des révolutionnaires. L'objet n'est pas de mener des batailles bureaucratiques contre le P.C.F. qui n'auraient pas de sens pédagogique. Il est de prouver systématiquement l'impasse dans laquelle la direction de la C.G.T. entraîne les travailleurs en les désarmant face au patronat et à son Etat. Il est de montrer qu'il est possible de mener des luttes victorieuses. Dès aujourd'hui. Cela veut dire donner les armes nécessaires aux militants pour qu'ils poursuivent, là où c'est possible, cette action dans les organisations de la C.G.T.

Jean-Claude Vaillant.

LA JEUNESSE DANS LA C.G.T.

DE NOTRE ENVOYE SPECIAL, MICHEL CAMOUIS

En décidant que la dernière journée du Congrès serait consacrée à un « débat sur la jeunesse », la direction de la C.G.T. a dû reconnaître qu'il y avait problème. Comme il fallait s'y attendre il n'y a pas eu débat mais simplement une suite d'exposés. Ce qui est

essentiel, c'est la différence d'appréciation portée sur le « gauchisme » : les représentants « jeunes » (en fait ayant souvent dépassé la trentaine) intervenant au nom d'Unions départementales ou de la direction confédérale « jeunesse », ont renouvelé leurs attaques, en termes violents et policiers, de mise en garde, de gauchisme embusqué partout... tout en étant très marginal. Par contre, les représentants de fédérations professionnelles, sans diverger sur le fond bien entendu, se sont montrés beaucoup plus « constructifs », disant en gros qu'il fallait dépasser le gauchisme. En clair, cela voulait dire : faire aussi bien et sans doute mieux en effaçant les erreurs. Qu'on le veuille ou non, leurs préoccupations étaient davantage axées vers la lutte que vers la vigilance interne.

Il y a eu à Nîmes un autre aspect de cette journée consacrée à la jeunesse. Il a trait à l'idéologie. Il y a sans doute bien longtemps que les « vieux » militants n'avaient entendu autant d'exposés à caractère doctrinal sur la lutte de classes, sur la contradiction révolutionnaire, sur la spontanéité des masses, sur la combativité de la jeunesse et de ses exigences révolutionnaires. Certes, nous devons faire la part des choses : la phraseologie révolutionnaire peut ca-

cher bien des analyses réformistes. Mais cela signifie que les jeunes militants des usines et des bureaux, subissent l'influence des thèmes et des propositions du mouvement révolutionnaire. Ils ont de plus en plus de mal à échapper à une confrontation réelle, autre que celle qu'on leur propose, venant des permanents, et qui se traduisait jusqu'à présent en termes d'excommunication et de calomnie.

Cela veut dire qu'à ce niveau, tous les militants révolutionnaires qui se sont placés sur le terrain du lieu de travail, ont un rôle essentiel à jouer dans les mois à venir pour faire apparaître la contradiction entre la volonté de lutte des jeunes et la perspective de leurs dirigeants, à savoir une unité de type électoral et la renonciation à tout prix à la globalisation de la lutte sociale. Cette démonstration doit pouvoir être faite de l'intérieur comme de l'extérieur des syndicats, la condition étant que l'autonomie politique du mouvement révolutionnaire soit clairement mise en évidence ou exprimée, partout et en toutes occasions.

La jeunesse prolétarienne en lutte, individuellement récupérée souvent par les deux grandes centrales, fait partie de la classe révolutionnaire renaissante. Il importe que nous lui apportions une vision

claire de la stratégie globale de mise en échec puis de renversement de l'ordre capitaliste. Elle saura alors avec qui, comment et jusqu'où lutter pour la construction

de la nouvelle avant-garde, le pôle des révolutionnaires profondément enraciné dans la lutte économique et politique des masses de travailleurs.

LA PAGODE
551.12.15
CHINE
Le premier film en couleurs sur la vie quotidienne en Chine...

PANTHÉON
French Connection
13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04
Permanent de 14 h à 24 h

tribune
socialiste
PSU

Directeur politique :
Christian Guerche
Directeur adjoint :
Gérard Féran
Secrétaire de la rédaction :
Philippe Guyot
Comité politique :
Robert Chapuls - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel - Jean-Claude Vaillant.
Comité de rédaction :
Jean-Louis Auduc - François Brousse - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Jacques Ferlus - François Gyr - Alain Moutot - Dominique Nores - Lucien Saintonge - Jean Verger.

Directeur de la Publication
Guy Degorce

Rédaction Administration :
9, rue Borromée
PARIS (15^e)
566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré à 27.000 exemplaires

LA BETE IMPERIALISTE SE DESESPERE



A.F.P.

Le coup est dur pour Nixon. Tout allait bien pour lui jusqu'à présent cette année : entretien avec Mao, discussions à venir avec Brejnev, congrès assez docile, opinion publique peu au fait des questions indochinoises, retrait progressif (encore que partiel) des troupes du Vietnam, et enfin et surtout réélection presque assurée. Certes, il y a l'inflation, certes il y a du chômage, mais pas assez pour perdre la bataille de novembre, et puis, ce sont surtout les Noirs qui sont touchés, et comme Nixon ne compte de toute façon pas sur eux et a décidé de flatter les racistes blancs en abandonnant la politique déségrationniste...

Oui, tout allait bien, même au Vietnam du Sud. Du moins le disait-on à Washington : la « vietnamisation » se portait bien, ou pas trop mal ; les « Viet-congs » n'attaquaient guère, Hanoï reconstruisait le Nord, donc ne voulait pas qu'il soit une fois de plus détruit, donc ne voulait pas subir de nouveaux raids, donc n'agirait guère au Sud, donc... Au Cambodge et au Laos, certes, les « communistes » s'agitaient, mais c'était la preuve que « les Nord-Vietnamiens » ne pouvaient guère agir au Sud. D'ailleurs, comme chacun le sait à Washington, le Front uni de Sihanouk n'existe pas, pas plus que le Front patriotique laotien...

Et puis, les chars ont attaqué, avec une puissante artillerie. L'infanterie a déferlé sur les bases « vietnamisées ». Washington, qui ne manque pas d'arguments pour dénier tout droit aux Vietnamiens de se défendre, a aussitôt dit que « c'est la faute aux Russes ». Autrefois, c'était « la faute aux Chinois ». Peu important après tout ces dizaines de milliers de Vietnamiens qui tirent, et ces centaines de milliers d'autres qui, de la frontière chinoise à la pointe de Ca-Mau, renseignent, ravitaillent, camouflent, répandent les mots d'ordre ! M. Nixon n'a vraiment pas le temps, entre deux voyages, d'apprendre que le combat dure depuis trente ans. En revanche, il sait que l'impérialisme ne peut pas se permettre de « perdre » l'Indochine, vers laquelle regardent tous les mouvements de libération. Nixon n'est pas entêté, ou vicieux. Au lieu de faire l'analyse de son caractère, mieux vaut dire qu'il représente cette faction de la plus grande

puissance impérialiste pour laquelle l'Amérique doit briser les guerres de libération, en écrasant l'adversaire avec les moyens les plus barbares et en suscitant dans les pays néo-colonisés des forces fantoches tellement liées à leur maître que la présence étrangère sera pour elles une question de vie ou de mort.

Un test capital

Kissinger vient apporter à cette volonté hégémonique — dont la guerre n'est que l'aspect le plus visible — la caution intellectuelle, celle d'un homme qui a toujours été fasciné par les coups de pockers les plus cyniques et qui, avant sa promotion politique, passait son temps à méditer sur la grandeur des armes nucléaires. L'individu est d'autant plus dangereux qu'il connaît ses dossiers. C'est en toute connaissance de cause que — lui — fait massacrer les Vietnamiens ; il connaît leur passé de résistants. A Hanoï, on a raison de dire et de redire que le Vietnam est un test capital, de valeur historique, pour les relations entre l'impérialisme et les pays en voie de libération. On n'y fait pas preuve de mégalomanie en le soulignant. Il s'agit d'une réalité, sanglante, hideuse, d'une réalité politique qui, entre autres statistiques, se traduit par celles de centaines de milliers de tués et de mutilés, victimes des millions de tonnes de bombes, d'obus, de produits chimiques. La « Bête » est peut-être blessée, mais elle défend bien son repaire et son repaire, hors les Etats-Unis même, c'est l'Occident et une grande partie du tiers monde. Pour placer les peuples sous son joug, la « Bête » a deux moyens qui sont les deux volets d'une même stratégie, d'ailleurs interchangeable, ou applicables simultanément : la néo-colonisation par

le « développement » (c'est-à-dire le conditionnement d'une société) et l'agression frontale. Au Vietnam du Sud, cela a commencé par le premier volet : « structuration » de la société avec, en plus bien sûr, une dictature locale. Echec ! D'où la guerre hypocrite puis, les forces de libération grandissant, ouverte, massive. Ensuite, pour des raisons tenant au dollar et au mécontentement des Américains, on décide de « vietnamiser » : toujours le dictateur (Thieu, au lieu de Diem), l'armée fantoche, et aussi la recherche d'une base socio-économique au système : appel aux « aides » étrangères diversifiées (Banque asiatique de développement, crédits japonais, etc.) et aux investissements (espoirs fondés sur le pétrole), invasion dans les villes et les villages de motos, de postes de télévision avec en prime ce slogan : « Ils n'ont pas tout ça chez Ho Chi Minh ! » Cette prostitution planifiée, mais toujours accompagnée des bombes (trois millions de tonnes en trois ans sous Nixon), va-t-elle enfin payer ? On le croit un moment et puis l'offensive reprend. Il y a de quoi désespérer de ce peuple, décidément !

Nixon ne croit qu'à la force...

Et c'est vrai qu'il y a de quoi en désespérer, quand on s'appelle la « Bête ». Comment ce Vietnam n'a-t-il pas réussi à se forger en trente ans une armée nationaliste, anticommuniste ? Passe encore pour le Nord, passé pour pertes et profits (les Tonkinois, c'est connu, ont leur tempérament, sont têtus, etc.), mais le Sud... Peut-être en déracinant sa population, pourra-t-on la remodeler selon des critères plus

acceptables ? Alors, on a fait de « l'urbanisation forcée » : on matraque les campagnes, on « fait » du réfugié (ceux qui parlent beaucoup des réfugiés actuels — et il faut en parler — oublient un peu vite que des millions de gens ont été chassés des campagnes par des bombes américaines, et non par « les troupes nord-vietnamiennes »). Et pourtant, le courant ne passe pas. Et Thieu, bien « conseillé », doit malgré tout cela interdire la presse d'opposition, mettre en prison les leaders étudiants, truquer les élections, sans pour autant avoir une économie digne de ce nom, ni juguler l'inflation. En face, le G.R.P. propose des négociations sérieuses, un plan de paix qui permet bien des discussions en souplesse sur la forme (mais non sur le fond ; les agresseurs doivent partir !). Nixon amuse la galerie avenue Kléber depuis toujours. Quatre ans de conférence de Paris n'ont apporté aucun espoir de paix. Nixon ne comprend que la force ; il veut la victoire, refuse les départs en douceur. Pour les Vietnamiens, la seule solution est de lui infliger une défaite, tout en proclamant qu'ils ne veulent pas l'« humilier ». Ils ne le font pas de gaieté de cœur car ils voudraient conserver en vie leur jeunesse et reconstruire leur pays (tout leur pays). Mais ont-ils le choix ? Hanoï et le G.R.P. n'ont pas, en lançant l'offensive, saboté la paix. Ils ont porté la guerre à un niveau jamais atteint parce que Nixon a refusé de négocier, en public comme en privé. Il n'a proposé à ses adversaires qu'une capitulation déguisée, une acceptation de Thieu, ce mélange difforme de Tchiang Kaï-chek, de Kissinger et de Pétain. Il a procédé de la même manière avec les résistances cambodgienne et laotienne. Triste programme de « paix »...

...mais doit avouer son échec

Nixon a quand même, dans les faits, dû avouer son échec. En deux semaines, il a concentré sur l'Indochine une puissance de feu aérienne et navale jamais égalée. Les Vietnamiens plient-



A.F.P.

ils pour autant ? Certes non. Nixon se croit peut-être revenu au temps de la guerre du Pacifique, contre les Japonais. Alors, la puissance de feu payait car, tout simplement, les Américains avaient affaire à une armée de type classique, occidental. Un impérialisme plus puissant écrasait un impérialisme plus faible. Au Vietnam, c'est une guerre populaire qui se mène, et l'utilisation par l'armée de libération d'un matériel moderne ne change rien à l'affaire, même s'il est vrai qu'un char est plus vulnérable qu'un commando de guérilleros. Mais ce combat populaire est d'abord politique. Faudra-t-il longtemps encore répéter cette évidence ?

Bien des commentateurs ont, depuis le début de l'offensive, écrit ou dit pas mal de sottises : les Nord-Vietnamiens voulaient s'emparer des villes, voulaient établir ici ou là le siège du gouvernement révolutionnaire, etc. Mais tel n'est pas leur but, pas plus que celui du F.N.L. Il s'agit avant tout de mener une offensive généralisée, de casser le corps de bataille de Saïgon, et de briser la « pacification ».

L'offensive généralisée montre que les forces de libération sont partout et pas seulement au Vietnam du Sud ainsi que le prouvent les attaques dans le sud du Laos et surtout la défaite infligée au Cambodge aux unités fantoches de Lon Nol. Les peuples indochinois coordonnent leurs offensives, s'apportent une aide appréciable, sur les plans politique et logistique, et interdisent désormais aux troupes de Saïgon de sortir de leur territoire — où elles ont fort à faire.

Déjà, d'autre part, il apparaît que l'aviation américaine ne peut plus faire front à toutes ces attaques. De même que l'infanterie fantoche ne sait plus où donner de la tête, l'aviation — même considérablement renforcée — est bien contrainte de concentrer ses raids sur les points chauds. 700 avions, même s'ils interviennent 24 heures sur 24, ne peuvent pas « couvrir » toute la péninsule. Ceci apporte un soulagement certain aux soldats et aux civils chargés de l'approvisionnement des divers fronts. De plus, le « sanctuaire » de la septième flotte n'existe plus : les Nord-Vietnamiens pour la première fois ont lancé des « Mig » contre la marine américaine et leur artillerie a fait mouche à plusieurs reprises.

Le corps de bataille de Saïgon se heurte à d'énormes difficultés. Il n'est certes pas vaincu et quelques unités se battent vigoureusement. Mais, près de la zone démilitarisée, la troisième division a été balayée dès les premiers jours de l'offensive. La première — mai remise de sa défaite au Bas-Laos en 1971 — subit des pertes aux avant-

postes de Hué et est partout sur la défensive. Le F.N.L. avance sur les côtes orientales, et prend base après base sur les Hauts-Plateaux. Les B-52 pilonnent An-Khé où autrefois pavanaient la première division aéromobile de cavalerie américaine avec ses 500 hélicoptères.

La bataille d'An-Loc, au nord de Saïgon, coûte cher à l'armée de libération, mais les fantoches mordent la poussière dans ce piège qui leur a été tendu. Ils y engouffrent des bataillons cependant que les renforts de la route N° 13 (Saïgon - An-Loc) tombent dans des embuscades, sont sans cesse harcelés, manquent parfois de vivres et de munitions. Or, les unités divisionnaires engagées dans ce secteur qui protège Saïgon sont celles qui ont été à la hâte prélevées sur le Delta — qui se trouve ainsi dégarni et où de nombreuses attaques ont lieu contre de petits postes. Comme de durs combats se déroulent de l'autre côté de la frontière — au Cambodge — il n'est pas interdit de penser que le F.N.L. vise à couper le Delta de Saïgon ; or, le Delta, c'est le riz et la majeure partie de la population du sud.

Se sortir du désastre

La pacification est réduite à néant dans le nord et le centre. Il semble qu'elle soit aussi maintenant en difficultés dans le Delta que des observateurs plus ou moins bien intentionnés avaient décrit comme un « modèle de pacification » parce que, depuis longtemps, la situation y était relativement calme.

Mais, soudain, les guérilleros ont surgi et commencent à mettre à mal un long travail mené par les Américains et les fantoches pendant trois ou quatre ans. Or, c'est sur cette politique que repose le régime de Saïgon : sans de grosses unités solides, sans de puissantes réserves, sans le contrôle de milliers et de milliers de villages, dont Saïgon, une base sociale de plus en plus étroite, et un avenir difficile. que lui resterait-il ? Quelques villes, imaginons en effet que, pour une raison ou pour une autre, l'offensive s'arrête — à son niveau actuel en tout cas — dans deux ou trois mois. Elle aura déjà été assez forte pour briser les meilleures troupes régulières et la « pacification ». Saïgon et Washington devront alors tout reprendre à zéro et tenter, au prix de difficultés sans cesse accrues, de refaire ce qui a été défait et ceci suppose un travail de deux ou trois ans...

Niant l'existence du Pathet-Lao, du gouvernement cambodgien de Sihanouk, du F.N.L. et de l'unité du peuple vietnamien, Nixon s'embourbe et pense se sortir du désastre en lançant ses B-52 et autres Phantom contre la République démocratique. Nul ne peut écarter l'hypothèse de raids assassins contre Hanoï et le port de Haïphong. La capacité meurtrière de l'impérialisme est sans limite. Mais en même temps, Nixon a commis une erreur monumentale en croyant que des visites à Pékin et à Moscou permettraient de régler la question entre « Grands », sur le dos évidemment des Indochinois. On continue sans doute à Washington à faire ce raisonnement imbécile qui consiste à croire que Chou En-lai et Brejnev tirent les ficelles nord-vietnamiennes (et aussi sud-vietnamiennes, laotiennes et cambodgiennes !).

Nous sommes directement concernés

Ce mépris des peuples qui luttent s'est heurté à la volonté d'indépendance absolue de Hanoï et de ses amis locaux et aussi à la décision des Chinois et des Soviétiques d'aider les révolutionnaires (même si on pourrait penser que des armes plus puissantes capables de détruire les B-52 et la septième flotte pourraient être livrées, mais des considérations d'ordre diplomatique interfèrent ici avec la volonté d'internationalisme). Il est comique de voir les Américains et, par exemple, la droite française la plus bornée, dénoncer l'envoi au Vietnam de chars et de canons russes... sans dire que Washington a donné aux fantoches plus de 1 000 avions et hélicoptères, un million de fusils M-16, d'innombrables canons et blindés, sans parler d'une aide financière, technique, politique, sans laquelle Thieu serait déjà le triste pantin oublié d'une non moins triste histoire... Et ces mêmes milieux « oubliés » de dire que les navires, les B-52 sont commandés par des étrangers, que 69 000 Américains demeurent au sud, que les unités fantoches sont « conseillées » par des hommes de Nixon et que l'ambassadeur des Etats-Unis à Saïgon se conduit en proconsul. Dans la même lancée, ils n'ont pas eu le temps de voir que, à Hanoï et dans les zones libérées, ce sont des Vietnamiens qui dirigent, décident de tout, manœuvrent, bombardent, pilotent les chars et les avions, guident les tirs d'artillerie. Mais les Vietnamiens comme les autres

Indochinois ont cependant besoin d'aide et la question nous concerne directement sans qu'il soit possible de dissocier l'aide matérielle de l'aide politique. Il leur faut des médicaments, des livres. Il faut aussi que leurs positions soient connues, expliquées partout et que les odieux mensonges de la propagande américaine soient exposés avec l'Europe, que, sur ce plan-là aussi, les mouvements de gauche coordonnent leurs actions, leurs aides et les pressions sur des gouvernements silencieux le plus souvent et donc complices. Londres approuve ouvertement Washington. Bruxelles, Bonn — ô socialisme de Brandt ! — et Rome se taisent. Paris continue, sur la lancée gaulliste, de réclamer une solution politique défendant l'indépendance du Vietnam. Mais, même si Nixon s'irrite ou fait mine de s'irriter de cette prise de position, de telles déclarations ne vont pas loin. Paris joue le double jeu en Indochine : car pourquoi conserve-t-on une ambassade à Phnom-Penh ? Pourquoi n'a-t-on pas reconnu le gouvernement de Sihanouk — et la question vaut pour la scandaleuse attitude de Moscou à l'égard des patriotes cambodgiens ? Pourquoi Paris nie-t-il la réalité du Pathet-Lao et continue d'aider les fantoches pro-américains de Vientiane ? Comme si on pouvait aimablement critiquer l'Amérique au Vietnam sans élargir l'analyse aux autres pays de l'Indochine...

Mais pourquoi aussi s'étonner de cette attitude ? L'Europe qu'on nous propose fait partie de cet Occident capitaliste et impérialiste et on ne peut décemment pas donner de leçons aux Américains quand on pratique la politique que l'on sait en Afrique par exemple. A vrai dire, la véritable aide aux peuples indochinois devrait se situer en dehors du cadre officiel de l'ordre établi : à partir de l'exemple indochinois, on peut réfléchir — et donc aussi agir — sur le type de relations qui devront un jour s'établir entre nous et « les autres » du tiers monde. Nous devons refuser une Europe néo-colonialiste et inventer des sociétés en conséquence. N'oublions pas non plus que notre propre soulèvement de 1968 a jeté dans la bataille des milliers de militants qui étaient tous admirablement informés de la lutte en Indochine et qui, à travers cet énorme travail d'informations, de formation, de réflexion et d'action, en sont venus spontanément à commencer à saper les bases d'une société qui opprime à la fois, et ceci est logique, les travailleurs français et les peuples « sous-développés ». Pour tout cela aussi, l'offensive vietnamienne et la riposte meurtrière de Nixon nous concernent plus directement encore que nous ne le pensons parfois.

Sur les forces politiques en Italie

Les élections législatives italiennes du 7 mai prochain auront une grande importance pour l'avenir du socialisme en Italie. C'est pourquoi « TS » décrit dans ce numéro quelle est l'implantation des deux plus grands groupes révolutionnaires italiens avant d'analyser prochainement dans quelle condition « Il Manifesto » participe à la lutte électorale.

Ce qui caractérise l'Italie actuelle, c'est une crise sociale sans précédent en Europe depuis la Libération, un extraordinaire mouvement de lutte qui s'est développé depuis 1968 et surtout 1969.

Le mouvement révolutionnaire italien est en effet d'une toute autre importance que son homologue français. Un exemple : le quotidien du « Manifesto » tire 75.000 exemplaires. Bien plus que le nombre des adhérents — la disproportion n'est pas flagrante — c'est l'audience des révolutionnaires qui est très au-dessus de ce que nous connaissons. Les principaux groupes politiques ont une sérieuse implantation non seulement dans les couches intellectuelles, mais dans la classe ouvrière. Toutes les grandes entreprises industrielles — spécialement dans le Nord, mais pas seulement — ont des noyaux du « Manifesto », de « Lotta Continua », noyaux qui savent avoir l'oreille des travailleurs déçus par le décalage entre la dureté des luttes et le réformisme des objectifs proposés par les appareils du PC et des syndicats. Il faut rappeler aussi que un huitième des délégués ouvriers élus par leurs camarades de travail, donc expression directe de la base, sont militants ou sympathisants des groupes révolutionnaires.

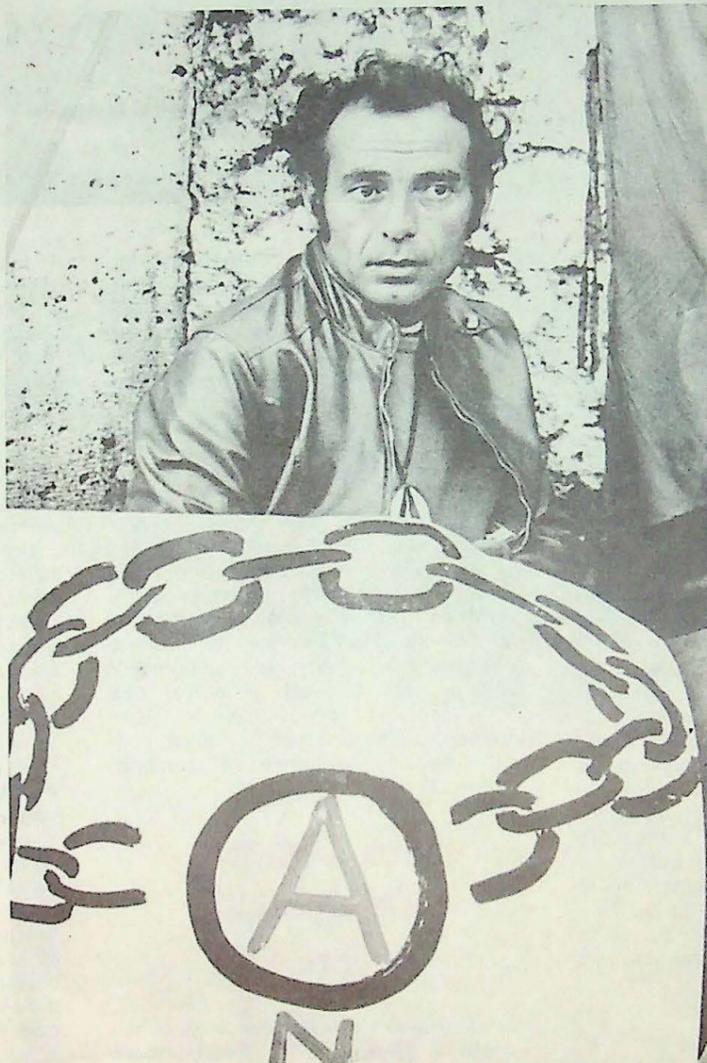
Il ne faut cependant pas imaginer que le mouvement révolutionnaire italien n'a pas de faiblesse.

a) Il souffre de sa trop grande divi-

sion, même si l'unité d'action se réalise plus aisément qu'en France.

b) Il n'arrive que très difficilement à combattre l'hégémonie du PC sur la classe ouvrière.

c) L'action des révolutionnaires se limite pratiquement, jusqu'à aujourd'hui, au Nord du pays, le « Mezzogiorno » lui reste largement étranger, malgré les efforts de quelques-uns (de « Lotta Continua » en particulier qui lance un quotidien spécial pour le Sud). Ceci pose le problème des paysans qui ne sont que très rarement touchés par l'extrême gauche (c'est le PC qui guide les luttes, pourtant dures des ouvriers agricoles). On pourrait même dire que la percée révolu-



ADNP Pietro Valpreda, au cours d'une manifestation

en 1968 sur des listes du PC) et qu'il joua à ce titre un certain rôle dans la discussion de quelques lois (décret sur le déblocage de salaires, problème du divorce) et dans les élections présidentielles de décembre où il vota à partir du troisième ou quatrième tour par le candidat de la gauche.

Le « Manifesto » essaie d'attirer à lui les anciens communistes, l'aile gauche du PSIUP (1), l'aile la plus avancée des catholiques. Enfin, il est très actif dans la gauche syndicale — en particulier chez les métallurgistes de la CGIL et de la CISL (syndicats qu'on peut comparer à la CGT et la CFDT).

LOTTA CONTINUA

Ce groupe a une force assez comparable au « Manifesto » (même nombre de militants proprement dit : le congrès de juillet dernier a réuni 30.000 personnes). Il est cependant moins étendu géographiquement que son « concurrent », malgré ses efforts pour s'implanter dans le Sud : il est jusqu'ici assez limité aux usines du Nord, et aux comités de base des grands centres industriels. Mais le nouveau quotidien qu'il a lancé dans le Midi sera peut-être un facteur de développement.

« Lotta Continua » semble accorder une moindre importance que le « Manifesto » aux organisations classiques ; il se situe délibérément en dehors.

Depuis ce congrès, « Lotta Continua » a modifié ses analyses en fonction d'un essoufflement des luttes, et de l'échec relatif des mouvements spontanés.

Dans le programme du mouvement intitulé « Prenons la ville » se trouve l'idée que ce qui justifie les luttes révolutionnaires c'est « la force, la conscience, l'unité et l'autonomie que les prolétaires y acquièrent ». « Lotta Continua » ajoute : « La lutte ouvrière ne peut être mesurée par les objectifs qu'elle réussit à atteindre. » Il insiste également sur l'unification des luttes : luttes d'entreprises et luttes sociales (« Lotta Continua » a beaucoup contribué aux occupations d'appartements vides, a constitué des marchés parallèles de vente d'aliments à bas prix), ainsi que sur les liaisons entre usines et les organisations territoriales.

J.-C. Bauvet ■

(1) Parti socialiste Italien d'unité prolétarienne.

Le Direct Rule en Irlande

Samedi 15 un responsable de l'IRA officielle, Joe Mc Cann a été lâchement assassiné par les paras à Belfast.

Le lendemain trois soldats britanniques étaient tués et des émeutes éclataient dans différents points de l'Irlande du Nord.

Depuis dimanche, les heurts se multiplient, les barricades réapparaissent dans Belfast.

Ce ne sont pas les quelques libérations d'internés qui peuvent faire perdre de vue au peuple irlandais les vrais motifs de sa lutte. Les troubles actuels montrent que l'administration directe n'apporte rien de nouveau.

Le 18, 10.000 personnes assistaient dans le calme à l'enterrement de Joe Mc Cann, prouvant ainsi que l'IRA était loin d'être coupée de la population.

PUBLICATION DES CONCLUSIONS DU RAPPORT WIDGERY.

Comme tout le monde s'y attendait, le « Tribunal » enquêtant sur « le dimanche sanglant » (1), a attribué à l'IRA la responsabilité principale de la mort des treize civils.

Ces conclusions n'ont surpris personne.

La commission d'enquête fut démasquée dès sa constitution par les organisations catholiques. Lord Widgery, ancien militaire dans l'armée anglaise, ne pouvait que cautionner ses anciens camarades.

Ces événements, auxquels on peut ajouter la condamnation de B. Devlin et de Frank Mc Manus à six mois de prison pour manifestation interdite, prouvent une fois de plus que « l'initiative politique » du gouvernement de Londres n'est qu'une manœuvre pour essayer d'obtenir une victoire militaire en Irlande du Nord.

P. GRESSET

(1) Dimanche sanglant : le massacre par l'armée de civils à Derry, le 30 janvier dernier.

Critique Socialiste

Le numéro 7 est paru.

Au sommaire :

- Le programme, premier plan de la révolution. Jean-Michel KAY.
- La révolution, qu'est-ce que c'est, pour quoi faire ? Gérard FERAN.
- Urbanisme opérationnel et urbanisme de classe. Michel ETIENNE.
- Critique du Traité d'économie marxiste du P.C.F. : qualifications et exploitation du travail. Pierre ROLLE.
- La bureaucratie et les contradictions sociales en U.R.S.S. Pierre NAVILLE.
- Les impasses du mécanisme : E. Terray et le P.C.F. Yvan CRAIPEAU.
- Débat autour des thèses du « Manifesto ».

Le numéro : 5 F - Les six numéros : 27 F. Editions SYROS, 9, rue Borromée, Paris-15° - C.C.P. Paris 19.706 28.

tionnaire chez les paysans est plus réelle en France qu'en Italie.

IL MANIFESTO

Le groupe du « Manifesto » a actuellement 7.000 militants, mais son influence est bien supérieure à ce chiffre (il suffit de penser aux 40 à 50.000 exemplaires de la revue ou aux 75.000 numéros du quotidien). Il a créé des « centres » dans toutes les provinces, et dans un certain nombre de cas les sympathisants équilibrent les adhérents du PC (Rome, Naples, Turin, Milan, Bergame — dans cette dernière ville la majorité du PC a même rallié le « Manifesto »). Remarquons cependant que, comme à peu près tous les groupes révolutionnaires, il est beaucoup mieux représenté dans le Nord que dans le « Mezzogiorno ». L'audience de sa presse est remarquable. Surtout, le « Manifesto » dispose de noyaux extrêmement actifs dans toutes les grandes concentrations ouvrières (chez Fiat, il est dépassé par « Lotta Continua ») et dans les couches intellectuelles (étudiants, lycéens). Son intention de créer très prochainement un véritable parti permettra sans doute de développer encore son influence.

Ajoutons que le « Manifesto » dispose de 5 députés (ils ont été élus

La crise de notre société exige plus qu'une révolution. Changer le monde et changer la vie: Marx et Rimbaud.

GARAUDY
L'ALTERNATIVE

Ce livre est un engagement. Il représente dans ma vie à la fois une rupture et un accomplissement.

COLLECTION
"LIBERTES 2000"
ROBERT LAFFONT

dictionnaire de la politique française

Par
**HENRY
COSTON**

Deuxième volume
la période 1967-1971

• Les doctrinaires et les hommes politiques, les partis, les groupes, les clubs, les mouvements et leurs militants, de l'extrême-droite à la gauche révolutionnaire.

• Les instruments de propagande.

• Les milieux politiques : journalistes, orateurs, éditeurs, inspireurs et commanditaires, etc.

Un dictionnaire complet et vivant qui réunit une documentation considérable classée en milliers d'articles agrémentés de nombreuses illustrations.

En annexe : nomenclature exhaustive des gouvernements français de 1789 à 1972 (présidents, ministres, sous-secrétaires d'Etat, etc.).

Prix : 99 F

Notice sur demande

**LA LIBRAIRIE
FRANÇAISE**

27, rue de l'Abbé Grégoire
Paris 6^e

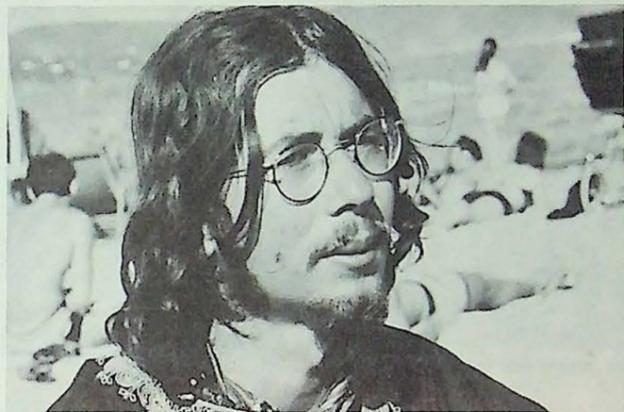
**IRLANDE,
ÇA IRA !**

Brochure réalisée par le
Comité pour la libération
du peuple irlandais.
En vente 3,50 F à la Li-
brairie de Tribune Socia-
liste.

vie quotidienne

LA FÊTE AU DELÀ DU DÉFOULEMENT ET DE L'ALIBI

HENRI SAIGRE



Les révoltes sont toujours récupérées

Autant il est difficile de parler de la fête dans l'absolu, autant il est possible de parler de la fête bourgeoise : elle du moins existe et nous la subissons. Partout, autour de nous, la fête jaillit, insidieuse et insinuante : fêtes nationales ou locales, fêtes votives et 14 juillet, fêtes de familles et fêtes religieuses qui s'entrecroisent : anniversaires et mariages, anniversaires de mariages, baptêmes, premières communions, enterrements, semblables au rythme des saisons, fêtes de classes : d'un côté bals et kermesses populaires, de l'autre cocktails, théâtre et boîtes de nuit, fêtes soupapes de sécurité : Carnaval de Nice, 1972 : Paris a sa mi-carême : on se défoule, fêtes culturelles, fêtes alibi : Bordeaux, mai musical et Sigma...

Je hais les dimanches

« Je hais les dimanches ». Ces fêtes si nombreuses, si apparemment diverses, sont-elles porteuses d'un si grand ennui pour qu'un enfant poète écrive « je hais les dimanches » ? Qu'y a-t-il derrière ces parades militaires, ces fêtes aux tambours et aux sons de cloches, cette mascarade que la société se donne à elle-même, où elle se regarde, se pavane et fait gravement la roue, mais où chacun reste à sa place : « balais » et quadrilles ? Qu'est-ce donc qu'elles véhiculent de si lugubrement semblable ces fêtes ? Cela s'énonce en deux mots : l'idéologie dominante.

Il est primordial en effet pour la bourgeoisie de créer les conditions de la reproduction des rapports de production et d'exploitation qui sont les fondements de son système. Pour ce faire, il n'y a pas que la contrainte, il y a également la persuasion, tel est le rôle actif de l'idéologie. La fête est un des modes de transmission de l'idéologie

bourgeoise. Celle-ci qui doit intégrer le prolétaire et rassurer le bourgeois cherche dans chacune de ses manifestations à se justifier à ses propres yeux et à faire accepter l'état de choses aux classes dirigées. C'est ainsi qu'on institue des apparences en les faisant passer pour réalité (alors qu'elles masquent la réalité), c'est ainsi qu'on transforme l'historique en « naturel ».

Les fêtes qui véhiculent l'idéologie dominante peuvent se répartir entre les groupes suivants : fêtes commémoratives, fêtes de défoulement, fêtes alibi. Mais quelle que soit leur fonction elles ont toutes des points communs : l'institutionnalisation et le cérémonial. Prévue de longue date, inscrites au calendrier, fixées et figées dans le temps, cycliques et préorganisées, ce ne peut pas être un événement ; embarrassées d'un cérémonial, avec ses rites établis, ses pompes et ses traditions, ce ne peut pas être une explosion de vie ; conçues selon une grille hiérarchique, cela reste élitiste ; séparées du travail, sans pour autant se priver de la notion de profit, cela permet de fades divertissements contrôlés et rentables. La France est de moins en moins terre de création. Il faut au capital un peuple soumis et docile, il en prend les moyens ; peu lui importe que le pays tout entier sombre dans la médiocrité. « Le mois de mai commence par la Fête du travail... et les travailleurs savent quelle signification donner à celle-ci ». (Le service public. Bulletin de la C.G.T.)

En face des manifestations de l'idéologie dominante, d'autres formes se sont élaborées, des types de fêtes qui reflètent les aspirations des classes exploitées, montrent leurs besoins et leurs révoltes.

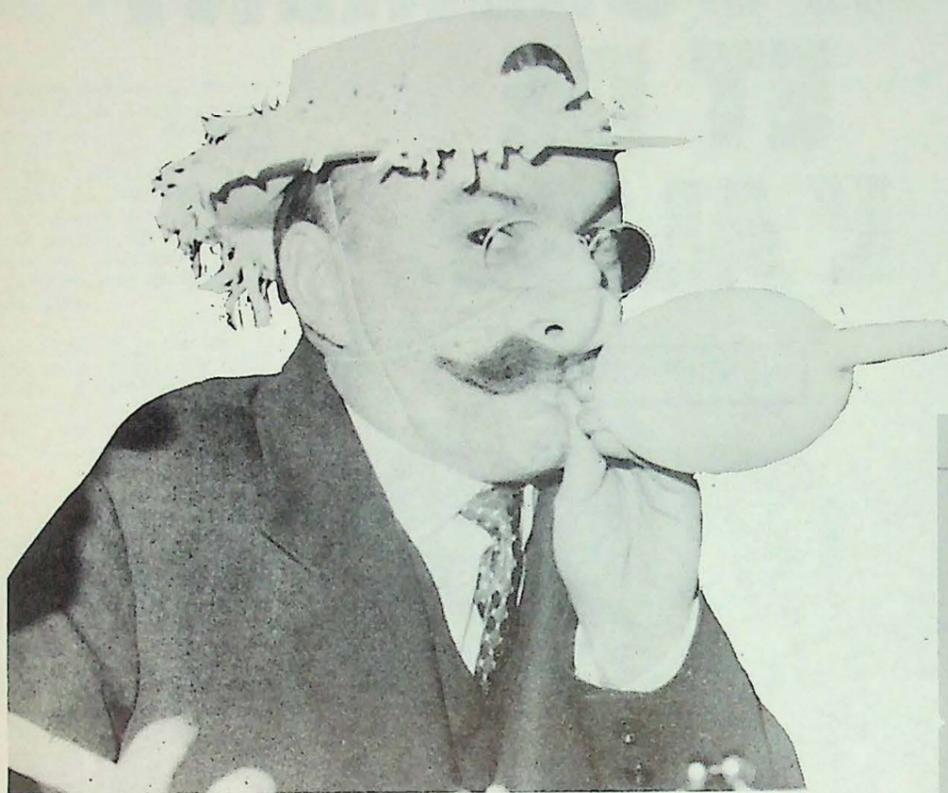
Mais la bourgeoisie a réussi à imposer l'idée que de la même manière qu'il n'y avait pas d'autre Etat possible, il n'y avait pas d'autre culture possible. Dans notre société toute culture qui n'est pas bourgeoise ap-

paraît comme une anti-culture. C'est le résultat de l'action suivie du pouvoir bourgeois mais aussi des échecs successifs essayés dans notre pays par les forces populaires et notamment ouvrières. Jamais n'a pu s'affirmer en termes politiques une autre culture correspondant à d'autres rapports de force. En ce domaine comme en d'autres l'opposition à la bourgeoisie, faute de trouver un débouché révolutionnaire, s'est toujours brinquebalée entre le réformisme (utiliser les cadres mis en place par la bourgeoisie) et l'utopie (aller au-delà de la révolution). C'est donc de façon latente et assez anarchique que s'est exprimée une culture antagoniste : à travers les fêtes régionales, réduites à l'état de folklore ; à travers les fêtes populaires, véritables socio-drames où se révèlent nombre d'éléments constitutifs des classes sur lesquelles pèse la domination bourgeoise ; à travers les fêtes ouvrières et paysannes où se manifestent des traditions, des comportements, des mentalités durables ; dans le mode de relations qui s'est constitué dans la défense où la réaction contre l'exploitation capitaliste (fêtes amicales : de la fanfare ouvrière au club de pétanque) ; dans l'utilisation populaire de formes d'expressions issues de la bourgeoisie ou contrôlées par elle. Ces fêtes, ainsi vidées de tout contenu propre à leurs participants se transforment en un délassement absolument nécessaire à la récupération de la force de travail.

Jouir tout de suite

Il existe toutefois une jeunesse de plus en plus nombreuse qui rejette la société actuelle, qui refuse l'organisation capitaliste du travail et des loisirs, qui s'organise sous des formes nouvelles par réaction, et qui se retrouve dans certaines formes d'explosions culturelles. Cette jeunesse ne trouve pas la réalisation de ces aspirations dans

➤ suite de
la page 13



L'ordre moral fait la fête

AGIP

aucune des institutions, dans aucune des propositions traditionnelles. Elle a recréé spontanément un type de fête, il lui est son dénominateur commun, c'est la musique pop.

C'est une erreur de dire que la musique pop est une musique contestataire, une musique de libération, qui contient en elle-même des aspirations à une autre vie, une autre société, qui permet une expression directe, hors des critères de la culture bourgeoise. Par contre, il faut reconnaître que la pop sert de lien entre les jeunes, qu'elles est le prétexte qui contribue à créer une nouvelle communauté humaine.

Cette communauté humaine est en état de rupture avec la société. Elle veut « jouer tout de suite », « ne travailler jamais ». « On a assez de biens au niveau nord-américain ou européen pour que la période de transition vers le communisme soit de grandes vacances... ». Bagouzes aux doigts et cheveux longs, l'underground est apparu : aux USA 200 journaux bourgeois ont disparu, 400 journaux underground sont apparus, 5 millions de lecteurs dans un pays où les jeunes ne lisaient plus. En France, c'est le succès de « Charlie Hebdo », « Actuel », « Le Torchon ». Il existe en Europe mille journaux underground ayant au moins mille lecteurs chacun. Cette jeunesse, est-elle la révolution ?

Elle est le refus brutal d'une société, mais ce refus en bloc ignore et ne tient pas compte du rapport réel des forces en présence, de l'état avancé de la technologie, fait fi des rapports de production et de la simple survie de l'humanité. Non, la révolution n'est pas synonyme de régression. Ne dépassant pas le stade de la révolte et de sa satisfaction immédiate, sans progrès économique, elle est déjà en grande partie récupérée au plus grand profit de la bourgeoisie et du capital : d'une part, profit commercial (de la

vente d'une certaine mode à la vente d'une certaine drogue), d'autre part, et conjointement, réaction de type moral au profit du système en place (renforcement de l'ordre moral et de l'ordre tout court). Les révoltes sont toujours récupérées. Parce qu'elles ne sont pas sous-tendues ni fondées sur une analyse sérieuse, elles n'ont nulle possibilité de se dépasser ; dans leur mouvement propre, elles s'épuisent, se contentent et se justifient.

La fête révolutionnaire

La question reste cependant posée de savoir s'il est possible et sur quelle base est-il possible de donner une dimension révolutionnaire à la révolte. Il faut effectivement se poser un certain nombre de questions sur la dimension et la portée révolutionnaire de la fête. Tenter d'y répondre c'est rechercher quels types de conditions sont nécessaires pour que la fête corresponde et participe au projet de transformation de la société. Qu'est-ce que la fête peut bien apporter à la transformation de la société ? Comment s'inscrit-elle dans la société de transition ?

Pour imaginer la fête révolutionnaire, il faut d'abord la penser en termes de rapport de forces. Dans ce sens la fête révolutionnaire est une lutte. Il faut donc déterminer les objectifs de ce type de lutte, les formes qu'elle peut prendre, ses points d'appui.

Les objectifs, c'est bien évidemment interrompre la reproduction du système capitaliste, en intervenant dans le domaine de l'idéologie en place, en créant des formes de communautés humaines porteuses au niveau de la vie quotidienne, d'un autre vouloir, d'une existence différente.

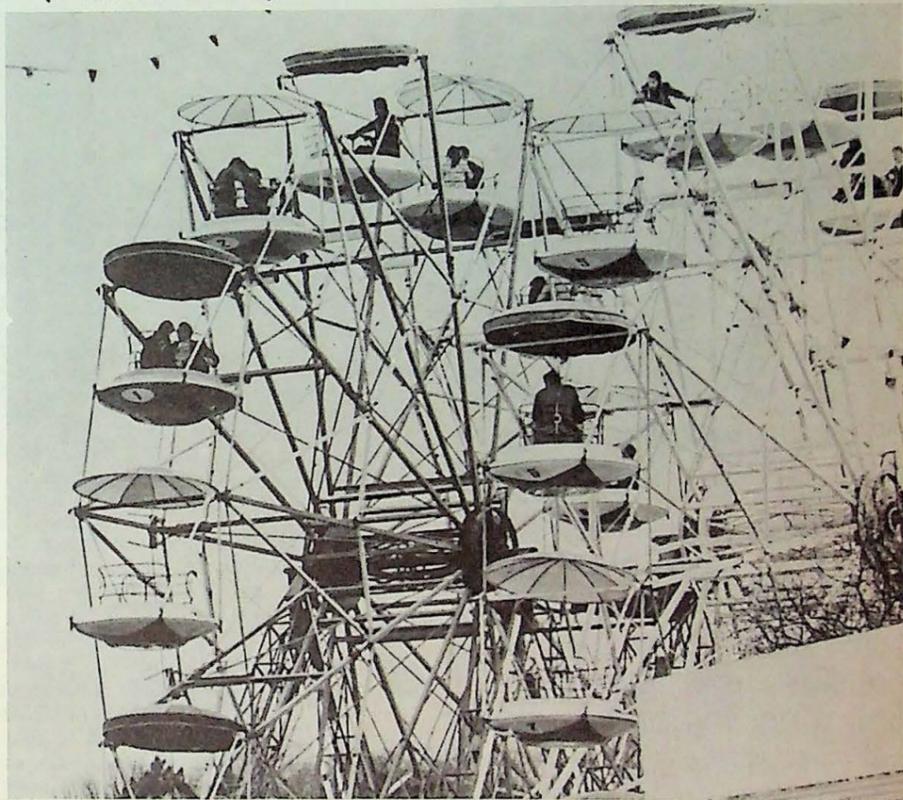
50.000 PERSONNES PARTICIPERONT A LA FETE

des 23-24 et 25 juin

Ce sera l'occasion de la rencontre entre les jeunes qui cherchent à traduire leurs révoltes et leurs espoirs et les militants révolutionnaires.

Nous devons pouvoir faire face à l'ampleur de la manifestation. Venez-nous aider.

Ecrire à PSU - La Fête - 9, rue Borromée, Paris-15^e ou téléphoner sur 566-45-37 (demander Sharon).



A la Foire du Trône

ADNP

Sur les formes de lutte et ce qu'elles montrent, nous pouvons retenir quatre propositions : le refus de l'oppression ; le changement des rapports et des relations au niveau collectif ; le début d'exercice d'un nouveau pouvoir ; la créativité.

Le refus de l'oppression, cela veut dire refus des modèles de fêtes qui sont proposés, c'est une stratégie de rupture se situant au besoin dans l'illégalité. Il s'agit de peser sur les structures existantes, les faire éclater, refuser la règle du jeu préétablie.

Le changement de relation au niveau collectif, c'est la recherche d'un mode de communication sociale qui redonne aux individus et aux groupes le désir de s'exprimer et de communiquer librement entre eux, condition première d'une réelle démocratie ; ceci implique le début d'exercice d'un nouveau pouvoir, une action collective au service des travailleurs et sous leur contrôle.

Au niveau de la créativité, c'est la libération des forces créatrices des travailleurs et des opprimés, c'est l'ouverture sur l'expression spontanée et diversifiée, individuelle et collective.

C'est à ce niveau chercher à supprimer le désaccord, l'inadaptation entre la pensée et l'expression vitale, le passage à l'acte. Ainsi peut se dégager une pratique différente permettant

d'être révolutionnaire au niveau de sa propre existence, penser sa vie, vivre sa pensée.

En ce qui concerne les points d'appui, il convient de jouer sur le rapport entre les contradictions du système et les aspirations de ceux qui sont concernés. Contradictions qui ne peuvent aller qu'en s'amplifiant : du moins, si les hommes n'acceptent pas définitivement une société technologique, basée sur le confort et la consommation, dans laquelle ils auront définitivement délégué tous leurs pouvoirs à la promotion des technocrates, élevés au rang de nouveaux mages.

Les transformations des sociétés sont historiquement prévisibles, nul n'est en mesure d'en dire la date exacte. Un employé, membre des milices patronales de chez Renault, assassine Pierre Overney, combattant pour sa liberté et la liberté du peuple : 200.000 personnes sont dans la rue. Cela ne se transforme pas en un nouveau Mai 68, car la classe ouvrière et les militants révolutionnaires apprennent durement dans la lutte et à leurs dépens. Ils ont compris que lorsque la fête devient grave, il n'est plus question qu'elle n'aille pas jusqu'au bout. La Commune et Mai 68, fêtes sanglantes, préparent de nouvelles fêtes qui se termineront dans la joie de la victoire du prolétariat.

LE TNP PART SUR LES ROUTES

La façon dont le ministre des Affaires culturelles a tranché le nœud qui paralysait l'attelage de l'actuel TNP a frappé. On pensait qu'il ne ferait que changer le conducteur, et c'est toute la conduite qui est remise en question. Ainsi le TNP, prié de devenir vraiment « national », va quitter la colline de Chaillot et partir sur les routes, tandis qu'une autre formation, appelée Théâtre national du Palais de Chaillot, occupera les murs que le TNP aura laissés vides.

La nomination des responsables, Roger Planchon, Robert Gilbert et Patrice Chéreau pour le TNP, Jack Lang pour le Théâtre national du Palais de Chaillot, ne doit rien à la politique du chassé-croisé auquel le ministère nous a habitués depuis quatre ans. Planchon et Chéreau feront toujours de Villeurbanne leur port d'attache. Quant à Jack Lang, comme directeur d'un théâtre subventionné, il est un homme nouveau. En fait c'est une autre politique gouvernementale qui prend ici le départ et elle risque de bouleverser profondément en France l'activité créatrice.

Un théâtre populaire national

Dès juin 68, en effet, était lancée l'idée de la constitution, dans des lieux fixes ou non, de « centres de création » qui produiraient de grands spectacles commandés aux deux ou trois grands créateurs français de notre temps, spectacles qui, ensuite, seraient montrés dans les Maisons de la Culture et autres lieux de jeu de la décentralisation. Cette idée correspondait à une capacité de tirer l'enseignement des faits et à une option politique.

Les faits prouvaient en effet que d'elle-même, une circulation des grands spectacles s'était établie. La Cuisine d'Arnold Wesker, montée par le Théâtre du Soleil, sans subvention, et qui, donc, n'appartenait pas au circuit de la décentralisation, précédait ou annonçait partout la Coupe d'argent de Bernard Shaw proposée par le TEP. Ces grands spectacles correspondaient donc à une demande. Tranchant sur la production locale, ils pouvaient d'ailleurs se constituer — et cela allait dans les voies du

ministère Malraux — comme facteurs d'exigence.

Mais le projet était surtout politique. Il pouvait se lire comme une réponse. Les directeurs des théâtres subventionnés, réunis à Villeurbanne, avaient souhaité que leur travail futur soit pour chacun de ceux qui le recevraient « une occasion de se politiser, de se choisir librement par-delà le sentiment d'impuissance et d'absurdité que ne cesse de susciter en lui le système social. » Pour cela, le seul moyen était de rester très près des travailleurs, très mêlé à leurs problèmes de chaque jour.

La réalisation des centres de création sans attache fixe, si elle avait eu lieu, aurait au contraire éloigné les créateurs de tout milieu précis, vivant.

Très conscients du rôle que, politiquement, ils veulent jouer, Planchon et Chéreau ont naturellement compris le risque. Non seulement le nouveau TNP restera solidement planté dans ce qui est leur terre à eux, cette ville de Villeurbanne, où Planchon s'est installé il y a 15 ans, mais, coupant court avec le système traditionnel des tournées, ils envisagent de s'attarder parfois un mois dans certaines vil-

les (ils auront deux troupes fonctionnant ensemble) ; ce qui doit permettre, entre les populations d'accueil et eux, de vrais contacts.

Un théâtre national non populaire

Si le TNP a désormais une mission nationale (il n'y a que Paris en France où il soit interdit de séjour), le Théâtre national du Palais de Chaillot a cessé d'avoir une mission « populaire », mission absurde, nous dit-on, pour une entreprise fixée en plein seizième arrondissement.

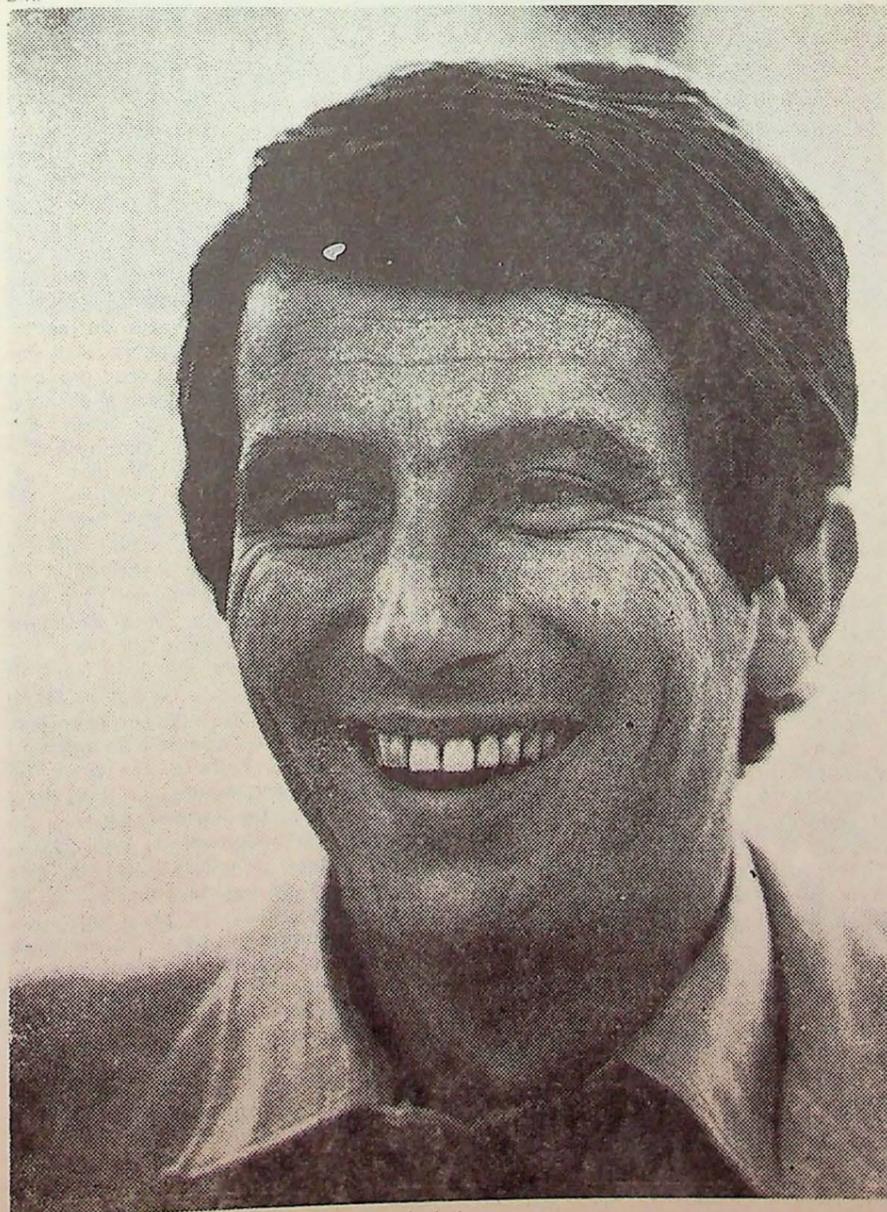
Doit-on rétorquer que la Comédie Française, qui s'engraisse des dépouilles de Planchon (Georges Dandin) et de Vilar, et qui ne dédaigne pas, par le système de l'abonnement populaire, de proposer ses classiques « rénovés » au plus grand nombre, n'est pas non plus située dans un quartier tellement populaire ? A quoi bon ? L'essentiel, pour Chaillot, est l'appel fait à Jack Lang qui doit faire profiter le vieil édifice de la jeune expérience de Nancy.

La tâche ne sera pas facile.

Ce qui a fait l'importance du Festival de Nancy, dont nous avons à plusieurs reprises parlé ici, c'est d'avoir été un anti-Théâtre des Nations.

Comment l'expérience de Nancy peut-elle passer à Chaillot ?

Selon le ministre, la première étape, qui coïncidera avec l'année 1973, visera à « redonner confiance au public par des spectacles de haute qualité » : quatre dans la grande salle, appelée désormais Salle Jean Vilar, et quatre dans la Salle Gémier. On ne nous dit pas qui montera ces spectacles ni ce qui permet de préjuger de leur « haute qualité », pas non plus quel est ce public apeuré qu'il faut désormais prendre par la main. Beaucoup de points ici restent obscurs. Plus que le nouveau TNP où Planchon et Chéreau continueront à faire (avec de plus grands moyens) ce qu'ils font depuis des années — et ils le font très bien — l'aventure de Jack Lang a besoin qu'on lui fasse confiance.



Jack Lang

Dominique Nores ■

SELON QUE VOUS SEREZ NOTAIRE OU IMMIGRÉ...

« Nous sommes tous des détenus politiques », disent les prisonniers Noirs aux Etats-Unis. Pour eux, cela signifie que, quel que soit le motif direct de leur incarcération (vol, meurtre), ils sont d'abord en prison parce qu'ils sont Noirs. Parce que, aux Etats-Unis, être Noir, c'est appartenir à la classe la plus pauvre de la population, à la dernière couche du prolétariat. D'où le chômage, la misère, et, pour survivre, le vol et parfois le meurtre. Voleur et meurtrier parce que Noir, donc détenu politique au même titre que les **Black Panthers**. La détention et le procès qui la suit ou la précède deviennent politiques à partir du moment où ils sont l'expression de l'exploitation et de l'oppression qui pèsent sur une classe sociale définie.

Ce qui est valable pour les Noirs des Etats-Unis l'est aussi pour nous. Gardons-nous bien de faire une distinction entre procès politique (quand il s'agit de militants jugés pour des faits directement politiques) et procès de droit commun. C'est là une démarche bourgeoise qui vise à mettre d'un côté les « causes nobles », de l'autre les causes vulgaires. La politique opposée au fait divers. **Le Monde** contre **Le Parisien Libéré**. A l'exception des escroqueries de haute finance et de certaines affaires de truands professionnels qui font fortune dans le crime comme d'autres dans les voitures ou les yaourts, tous les procès sont politiques.

A la fois juges et partie

Comme les Noirs américains deviennent voleurs et meurtriers d'abord parce qu'ils sont Noirs, les voleurs et les meurtriers, jugés chaque jour en France par dizaines, le sont parce qu'ils appartiennent au prolétariat le plus exploité. La preuve ? 90 % de la population pénitentiaire est d'un niveau inférieur à celui du certificat d'études. La culture bourgeoise, ils ne connaissent pas. La société capitaliste n'a pas de place pour eux. Ce qui ne l'empêche pas de racoler et d'étaler sous leurs yeux les mille tentations de la consommation. La sollicitation est constante. Pas de travail, pas d'argent (ou à peine de quoi ne pas crever), mais des besoins, les uns réels, les autres fabriqués à coup de publicité. Le vol, le meurtre sont alors, inévitablement, dans la logique du système. Comme le déclarait le Dr Rose, psychiatre de la prison de Toul, parlant des jeunes voleurs de voitures (c'est presque toujours de cette façon que ça commence) : « Ils ne peuvent pas, comme les enfants de bourgeois, prendre la voiture de papa, de maman. » Ce qui ne les empêche pas d'avoir eux aussi envie de conduire une voiture quand on leur assène partout que c'est la voiture qui fait l'homme.

Poussés au délit ou au crime par leur appartenance de classe, les accusés trouvent en face d'eux des juges qui sont l'émanation de la classe dirigeante. Ils ne sont pas là pour rendre « la justice », abstraction humaniste dont ils n'ont que faire, même s'ils en ont la bouche pleine, mais pour protéger les intérêts de la classe à laquelle ils appartiennent. Dans le procès, ils sont à la fois juges et partie.

« L'argent exerce son influence sur le juge en tant qu'expression de la puissance économique et signe de reconnaissance d'un certain milieu socio-culturel face auquel le juge est amené à se situer » (texte voté au dernier Congrès du syndicat des magistrats qui, pour la première fois, a dénoncé le caractère de classe de la justice). Le jeu est truqué dès le départ. Au procès, le juge se place d'emblée en position de supériorité par rapport à l'accusé. Par sa culture, par son lan-

gage — langage de classe —, que l'inculpé ne comprend même pas. Dès lors comment pourrait-il se défendre ? C'est un combat à armes inégales. « L'accusé n'a qu'un vocabulaire de trente à trente-cinq mots, pas plus (j'ai fait le compte d'après toutes les phrases qu'il a prononcées au cours des audiences). Le président, l'avocat général ont, pour s'exprimer, des milliers de mots » (Giono dans « Notes sur l'affaire Dominici »).

La main sur l'épaule d'un agent

Parfois l'accusé possède un vocabulaire encore plus restreint et même pas de vocabulaire du tout. C'était le cas de Soumaré Samba, un travailleur sénégalais jugé à Paris pour le vol présumé de trois paquets de cigarettes. Depuis qu'il était en France, entre le foyer pour immigrés de Drancy où il vivait et l'usine où il travaillait, il n'avait pas eu le loisir d'apprendre le français. Cela n'a pas empêché qu'on le juge « en flagrant délit », sans interprète et sans avocat. Il a pris cinq mois de prison ferme sans savoir au juste ce qu'on lui reprochait, sans avoir pu se défendre. Justice pour immigrés, justice de classe, procès politique. Au fond, que Soumaré Samba soit innocent ou coupable, quelle importance ? En cherchant bien, il est sûrement coupable de quelque chose ! Ou il le sera un jour !

Il arrive pourtant que la machine judiciaire grippe. Un grain de sable dans l'engrenage. Un notaire de Bruay-en-Artois soupçonné d'avoir tué une collègienne. L'histoire fait en ce moment la « une » de la presse bourgeoise.

Il a bien fallu l'arrêter ce notaire, n'est-ce pas ? La justice ne peut pas se permettre de perdre son masque d'ob-

jectivité et d'intégrité. On l'arrête donc, on le met en prison comme un vulgaire voyou prolétarien. Enfin presque. Pas tout à fait cependant. Avec des nuances qui comptent. C'est l'**Aurore** qui le dit, peu suspecte de sévérité pour les notaires, en relatant l'arrivée de l'inculpé chez le juge d'instruction : Et que de précautions dans la presse « On se serait presque cru à une réunion de famille au Palais de justice de Béthune tant l'atmosphère était détendue. C'est un Pierre Leroy presque souriant qui est arrivé, sans menottes, mettant familièrement la main sur l'épaule des agents qui l'escortaient. » L'**Aurore**, du reste, ne s'indigne pas, trouve naturel ce côté « réunion de famille ». Après tout, juges, notaires, on est entre gens du même monde. On ne passe pas les menottes à un notaire, même soupçonné du plus sordide des assassinats. Mais Soumaré Samba, voleur présumé de trois paquets de cigarettes, les avait, lui ! Et imaginez une seconde ce qui se serait passé s'il avait osé « poser familièrement sa main sur l'épaule d'un agent » ! pour parler de l'affaire. On pèse, on balance, on argumente, on fait dans « l'objectif ». **Le Parisien Libéré**, qui n'a pas habituellement de ces délicatesses quand il exige à grands cris la tête des assassins pour peu qu'ils soient algériens, titre en rouge, sur cinq colonnes à la une : « Après avoir fait écrouer le notaire Pierre Leroy, le juge Pascal déclare : « Inculpé ne veut pas dire coupable ! ». Dans **France-Soir**, Claude Vincent éditorialise : « Personne encore ne peut dire si le notaire de Bruay-en-Artois est coupable ou innocent du crime dont on l'accuse. Il est cependant emprisonné... Mais s'il est innocent, qui réparera jamais le dommage qui lui est causé par cet emprisonnement et par l'étalage de sa vie sur la place publique ? ».

Présomptions ou preuves

Parce que, figurez-vous, ce notaire est peut-être innocent. D'abord, il nie. C'est un homme d'honneur, « très vieille France », dit **France-Soir**. Pourquoi douter de sa parole ? Ensuite il n'y a pas contre lui de preuve matérielle. Mais, quand même, une accumulation de présomptions : pas d'alibi à l'heure du crime, des contradictions à n'en plus finir dans ses déclarations, plus quelques anomalies. Plus qu'il n'en faut pour mettre quelqu'un en prison préventive. Soumaré Samba, par exemple, contre qui il n'y avait pas l'ombre d'une preuve matérielle quand on l'a envoyé à Fleury-Mérogis. Pas plus qu'il n'y en avait contre Kaddour Mehyaoui, travailleur algérien, accusé il y a quelques années du meurtre de quatre personnes et condamné pour ça. Sur des présomptions. Qui croyez-vous qui s'en offusqua ? Qui parla alors de « dommage » possible, « d'étalage de sa vie sur la place publique » ? Il est vrai que Kaddour Mehyaoui n'avait pas à étaler sur la place une situation de notaire des Houillères. C'est toute la différence. Pour mettre un Algérien en prison, des présomptions suffisent. Pour un notaire, on voudrait des preuves. Puis, quand viendra le temps du procès, s'il vient, il se trouvera suffisamment de psychiatres pour expliquer que l'accusé est irresponsable. Entre psychiatres et notaire joue la solidarité de classe. En outre, un bourgeois ne peut pas être un assassin. Ou alors c'est qu'il est malade. Le notaire des Houillères jugé pour assassinat, c'est un dérèglement du système, un accident.

Evelyne Le Garrec ■



Le notaire de Bruay-en-Artois

NOUS NE SOMMES PAS A METTRE EN CAGE

Une vraie surprise... et pas tellement agréable pour l'adjointe au maire de Metz et le conseiller municipal venus inaugurer en octobre dernier la « Halte garderie » de la ZUP de Metz-Borny. A la place de belles phrases ronflantes et d'un public approbateur, une centaine de mères de familles du quartier ont engagé un débat assez houleux mettant en cause la politique municipale et son application sur le quartier :

« Nous ne sommes pas des bêtes à mettre en cage... ».

« Nous refusons l'entassement... ».

« Nous voulons vivre nous et nos enfants... ».

« Non aux tours que l'on veut nous imposer... ».

« Où sont nos espaces verts et nos aires de jeux... ».

Telles étaient les réactions jaillies au cours du débat spontanément et cette première réaction collective des femmes du quartier s'appelle depuis pour tous « la manifestation sauvage ».

Elles avaient raison...

Il était grand temps de « manifester ». Depuis 10 ans dans cette ZUP, comme dans beaucoup d'autres, « on » promet des équipements collectifs, des espaces verts et des aires de jeux et « on » continue à construire et à entasser. C'était à l'origine des « carrés » HLM, puis des L et des U et une « barre » qui paraît-il est la plus longue d'Europe ! Quand un zuppien se trouve à l'extrémité de cet alignement de quelques kilomètres il a envie de s'enfuir. S'il pouvait !

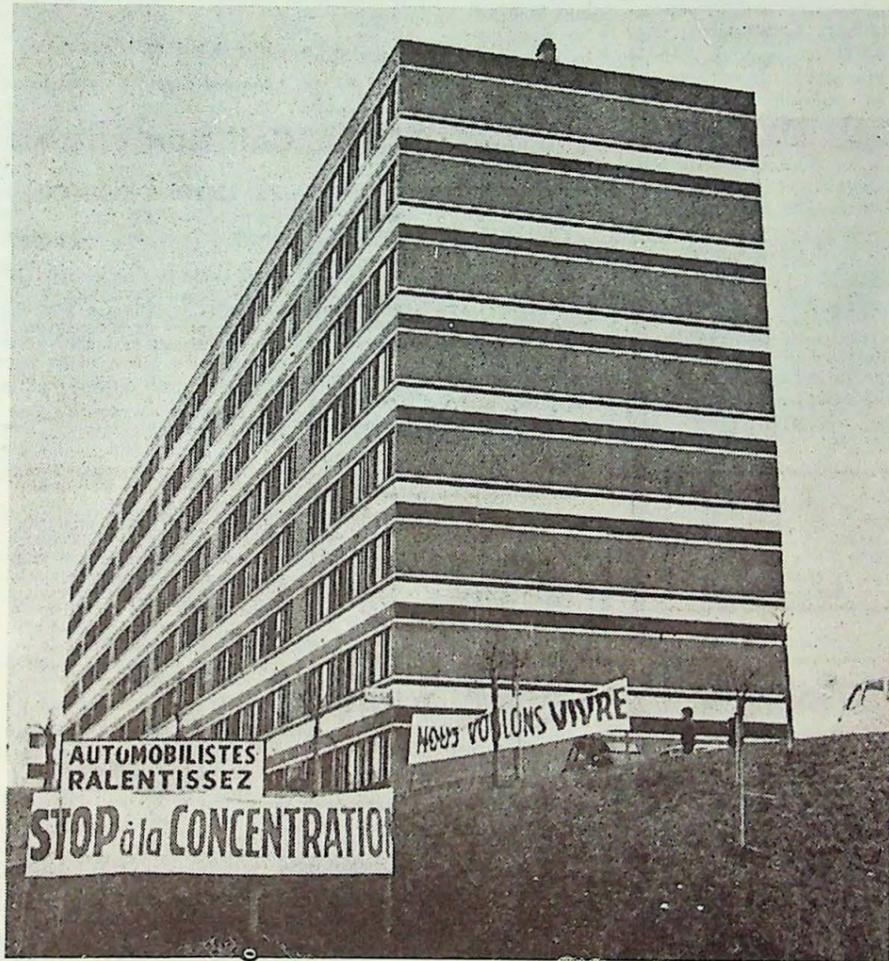
Il y a aussi, bien sûr, les P.S.R., ces cages à lapins où... le chauffage urbain a été coupé... car les gens ne pouvaient pas payer.

Et depuis peu les tours surgissent « Bernadette », « Arielle », « Mireille ».

Le drame c'est que bientôt on aura besoin de tout le calendrier. Quarante-deux tours nous étaient promises dont quatre très prochainement et une en construction.

Voilà notre ZUP, 15.000 habitants coincés sur 200 hectares entre l'autoroute et la Z.I.L. de Metz. Une « Ile aux fous » a dit quelqu'un.

Depuis des années des militants A.P.F. informent et se battent « Action



Ces zones à urbaniser en priorité...

scolaire », « Action logement », « Action consommation »... Une commission dite « espaces verts » s'est créée en septembre dernier. Une lente prise de conscience se fait... mais c'est dur... Comme partout c'est une cité dortoir. Les gens passent mais ne restent pas. Des familles d'E.D.F. habitent la cité. Elles étaient si éternelles promesses (il fallait voir ça aux élections) les « spécialistes », la S.E.B.L., les promoteurs.

Que faire contre l'implantation des nouvelles tours et immédiatement contre les quatre qui vont augmenter la concentration dans un secteur d'une façon aberrante et interdire toute possibilité future d'espaces verts absolument indispensables dans ce coin.

Il fallait s'exprimer ensemble et manifester, les femmes ont montré le chemin.

L'A.P.F. a invité les gens du quartier à un débat avec projection du film « Les zuppiens ». Plus de 250 personnes y assistèrent : un débat non monopolisé par les militants mais où tout le monde s'exprime : les idées et propositions fusent. Autour du noyau

existant il est créé tout de suite une commission urbanisme, près de 50 personnes s'inscrivent. Elle lance une pétition pour informer et demander l'appui de tous.

1.422 signatures sont recueillies en moins de huit jours. Des tracts, des affiches sont édités.

Le maire « sans étiquette » — élu sur une liste « apolitique » ? — vient à la ZUP. Il est reçu plutôt fraîchement par 300 zuppiens. Il oppose bien entendu à la volonté de vivre des habitants : la rentabilité, les 4 millions de recettes grâce aux quatre tours « indispensables » ? Bien sûr le projet global sera revu ! Bien sûr on mettra tout en œuvre pour faire des espaces verts, bien sûr ce n'est pas de sa faute mais celle de « ceux d'avant ». Bref c'est tellement cohérent que tous les zuppiens quittent la salle de réunion !

Vers la guerre des tours

Dès la semaine suivante la « Commission urbanisme ZUP » se met au travail. Qu'y a-t-il dans cette commission ? Une vingtaine de zuppiens de tous âges animés par une idée essentielle : « faire quelque chose »,

des militants de l'A.P.F. et les militants P.S.U. vivant dans le quartier.

L'orientation de l'action se discute et l'unanimité se fait très vite pour travailler dans plusieurs directions à la fois :

- Information des habitants.
- Action « institutionnelle ».
- Expression collective.
- Action « sur le terrain ».

Toutes ces actions bien entendu s'interpénètrent, mais le rythme est vite trouvé, chacun prenant ses responsabilités, et l'organisation restant très souple pour permettre au maximum de gens d'agir et de s'exprimer :

— On quadrille la ZUP pour diffuser l'information. Collage d'affiches (réalisées par chacun après approbation du texte par la commission). Distribution de tracts.

— Appel aux habitants par haut-parleur. Création d'une « Gazette ZUP » collée dans chaque entrée tous les mois. Lettres et articles pour les journaux locaux. Sur ce point et au début ça ne marche pas du tout ; depuis peu le « Républicain Lorrain » s'est partagé la région avec « L'Est Républicain » et ne passe pas nos communiqués. Par contre un grand article paraît « La guerre des tours n'aura pas lieu » et bla-bla-bla.

La commission se fâche et diffuse dès le lendemain un tract en ville et dans toutes les boîtes aux lettres à la ZUP. Le journaliste incriminé vient à la réunion de commission et pendant près d'un mois on a beaucoup parlé de la ZUP à Metz.

Notre espace vert

On écrit au maire de Metz, à M. Chalandon. Rien de positif. Baratin et bonnes paroles. On va en délégation à la Préfecture. L'accueil est bon : la responsabilité de la situation est mise sur la mairie de Metz. Nous savons à quoi nous en tenir. Il faut gravir une étape, agir sur le terrain.

Notre municipalité généreuse avait prévu tout près d'un bloc une station d'essence — le terrain vague était pourtant le seul endroit possible où les enfants pouvaient jouer... Horreur, des habitants du bloc avec l'aide de toute la commission s'approprient le terrain, le nettoient, plantent des arbres, cons-

FINANCES ET POLITIQUE

Le camarade Berlais, trésorier fédéral de la Haute-Garonne, pose dans son article les problèmes financiers du parti. Il montre clairement qu'il ne s'agit pas, comme bien souvent les militants et responsables du parti le pensent, d'un simple problème matériel ou de la conséquence d'une action politique crédible ou pas ; « Faites-nous de la bonne politique et nous vous ferons de la bonne finance. » Ceci est peut-être vrai pour un parti réformiste, a fortiori pour un parti de gouvernement, mais certainement pas pour un parti révolutionnaire. Car plus l'action se développe, plus il lui est nécessaire et indispensable de solliciter ses militants et sympathisants et de se donner les moyens permettant aussi bien son expression externe que son débat interne. Il s'agit là d'une nécessité vitale.

Dans la pratique, elle ne peut se traduire que par un effort tant pour le paiement des cotisations, l'organisation des responsabilités fédérales financières que pour le soutien à « Tribune Socialiste ».

Jean Le Garrec ■

Est-il besoin de rappeler les problèmes que pose le moyen financier pour un mouvement révolutionnaire ?

— Qu'avec de faibles ressources le parti doit faire face à des tâches toujours grandissantes.

— Que l'adversaire à combattre, lui, dispose de moyens énormes.

— Que faute d'avoir une trésorerie d'appui, notre propagande n'est pas à la dimension de notre action, réduisant par conséquent nos possibilités d'implantation.

— Que moins d'adhérents signifie moins de cotisations et que là commence l'inférieur cycle vicieux avec finalement l'asphyxie du parti.

De tout cela il n'est de militant qui n'en soit, semble-t-il, conscient.

En fait, plus ces rappels, semble-t-il sans effet, il faut affirmer aujourd'hui que la trésorerie est la clé redoutable par laquelle passe la destruction ou la progression du parti, avec comme conséquence pour tous une victoire de plus du capitalisme sur le mouvement révolutionnaire.

Il est pour tous l'impérieux devoir de rechercher :

— si cette pénurie est un fait inéluctable ;

— si les cotisations sont suffisantes pour la vie et la progression du parti ;
— où et comment mettre des moyens financiers à la dimension de nos besoins.

DE QUOI S'AGIT-IL EN PREMIER LIEU ?

D'abord d'une indiscutable indiscipline de la plupart des militants, pour qui la cotisation est souvent le dernier des soucis (reconnaissons toutefois qu'il puisse être réel pour certains bas salaires).

Tout se passe chez le militant, d'un côté comme si avec sa propre cotisation il ne devenait pas responsable du tout financier, et de l'autre, l'exigence, juste cette fois, que le parti soit bien l'outil efficace au moment même où il en a besoin, et non avec le retard qu'il s'accorde pour payer sa cotisation.

Dans la pratique, cela se traduit par :
— D'incessants rappels de la part des responsables.

— Des cotisations en retard de plusieurs mois payées à la limite en bloc, sur des bases loin du barème, que le collecteur n'ose même plus rappeler.

— Des finances tout juste aptes à faire face aux besoins les plus élémentaires.

Mais si le militant peut « vivre » avec des cotisations en retard, la section tient le coup avec son fonds de trésorerie, quitte à réduire au besoin ses activités, la fédération connaît les premières difficultés graves, élargies à la région, le national lui, il en crève.

ORGANISER LA COLLECTE

Four ma part je pense que dans la juste préoccupation de débarrasser le parti d'un système d'organisation bureaucratique, réformiste, on a du même coup rejeté l'indispensable discipline révolutionnaire, dont l'une de ses composantes est celle du sacrifice financier consenti par les militants proportionnellement à leur ressource, bien sûr.

Il s'agit bien d'un désordre organisé, car si l'on signale les retards ou les non-paiements des cotisations, il faudrait ajouter au bilan, les cartes perdues, celles sans timbre, les collectages sans comptabilité, les barèmes ignorés, les questionnaires non remplis, etc.

Et que de vertes critiques quand « TS » n'arrive pas à la nouvelle adresse faute simplement d'avoir été signalée sur le questionnaire !

Il faut donc redire que rien ne remplacera l'effort militant personnel, que l'organisation ne fera pas l'argent, que ce dernier ne peut se trouver dans les sommets du parti mais à la base chez et autour du militant.

Les cotisations suffisent-elles ?

Payées sur la base du barème national et dans la période, oui semble-t-il. Dans certaines circonstances, il devient nécessaire et juste d'avoir recours à des moyens exceptionnels qui mettent à contribution les masses mises en mouvement à ces occasions, les rapprochant ou les intégrant du même coup au courant révolutionnaire.

Telle que se présente la situation financière du parti, faut-il parler de réorganisa-

sation, d'expériences, ou plutôt de moyens qui permettront d'aider le militant à faire évoluer sa propre mentalité vis-à-vis de ces problèmes ?

Au plan de notre fédération, le découpage des sections en groupes de dimension aussi réduite que possible, tenant compte soit du fait géographique, soit du secteur de lutte, soit de l'entreprise, a permis un collectage plus efficace, en même temps qu'un renforcement militant du secteur considéré. Ce fait s'est confirmé partout où l'expérience a été suivie.

A l'opposé de cette décentralisation, la centralisation des finances des sections de ville a permis entre autres et sans réactions défavorables :

— d'éviter des blocages financiers dans les sections.

— De soutenir des secteurs de lutte indépendamment du fait géographique des sections.

— Une meilleure utilisation des matériels dans la mesure où les finances des sections n'étaient pas à même de leur assurer une autonomie totale des moyens.

— De réduire au minimum les mouvements de trésorerie, seules restant à rembourser aux sections les dépenses de fonctionnement.

DES RESULTATS HEUREUX

Des contacts entre les dix fédérés de la région Midi-Pyrénées ont ouvert la perspective d'une organisation régionale qui se traduit au plan financier par :

— La participation régionale aux frais d'un secrétariat à mi-temps installé à Toulouse.

— La nécessité d'une trésorerie régionale assurant les charges militantes incombant à la région.

— Une réduction de charges, par le soutien de tous à un bulletin régional unique, par des délégations de militants régionaux et non fédéraux à certaines occasions.

— L'organisation régionale de week-end d'études.

Si ces dispositions ont eu quelques résultats heureux et entre autres celui d'assurer le paiement régulier des cotisations au national, y compris la presque totalité du cinquième timbre, les dettes à « TS », elles n'ont pas réglé tous les problèmes qui demeurent préoccupants pour notre fédéré.

Telle qu'elle se présente la situation financière du parti est politiquement inacceptable et doit donc être dénoncée avec fermeté en toute occasion. Elle peut et doit évoluer par l'action certes des responsables, mais surtout par un changement d'attitude de la part de tous les militants responsables du devenir financier et du devenir tout simplement du parti.

La consigne permanente doit devenir : Pas d'action engagée, pas de lutte entreprise sans parallèlement moyens financiers normaux, ou exceptionnels correspondants. Le risque est grand, et il serait stupide que tant d'efforts militants et la cause qu'ils sous-tendent soient aujourd'hui compromis faute d'un soutien financier parfaitement réalisable.

ABONNEZ-VOUS

L'augmentation du prix de « Tribune Socialiste » nous est imposée par les charges croissantes du journal (imprimerie, papier, etc.). Mais dans le souci de faciliter la campagne d'abonnement, nous maintenons les tarifs anciens jusqu'au 31 mai 1972.

Abonnement à servir à
M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 50 F 6 mois (26 numéros) 26 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »

1 an 6 numéros « C. S. » 52 numéros « T. S. » 74 F

AVEC VOTRE ABONNEMENT d'un AN vous recevrez le livre « Des militants du P.S.U. » présenté par Michel Rocard.

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

➔ suite de la page 17

truisent un tourniquet et cela devient « notre espace vert », avec la ferme décision de ne le céder à personne ! A l'intérieur d'un « L ». Les H.L.M. pour faire de l'argent avaient concocté l'idée de « barrières parkings » pour 30 F par mois, silence et salubrité assurée ! Tracts, réunion des habitants du bloc. Les scellements et trous sont rebouchés. Non, personne n'avait prévu de parking. On parle maintenant d'une association de locataires.

Le 15 avril la « Gazette ZUP » appelle les zuppiens à venir aménager un nouveau terrain. Juste à la place d'une tour ? Et puis en mai on parle d'une fête populaire, eh oui.

Mais il fallait arriver à s'exprimer collectivement. En décembre une centaine de personnes descendent « dans la rue » et vont planter un sapin symbolique à l'emplacement d'une tour avec une grande pancarte : « Don des zuppiens au maire de Metz ». Ça nous a valu quand même quelques photos et un « flash » à Télé-Luxembourg. Le 3 mars une délégation à la séance

du conseil municipal : le règlement ne permet pas de prendre la parole. Qu'à cela ne tienne. On défile une banderole dans le plus grand calme et le plus grand silence. Et le maire, J.-M. Rausch ordonne notre expulsion au nom de la démocratie !

Information immédiate des zuppiens, du journal, et décision d'informer les habitants du centre ville de nos problèmes par un rassemblement en ville. Le 11 mars c'est plus de 200 personnes appuyées par des militants A.P.F. d'autres quartiers et une délégation du P.S.U. (1) qui se retrouve face aux cars de la police, les cars de C.R.S. n'étaient pas loin. Interdiction de prendre la grande rue commerçante, etc. Malgré tout et avec nos banderoles nous avons pu aller jusqu'à la mairie et « L'Est Républicain » écrivait le lendemain : « 200 personnes, hommes, femmes, enfants, ont parcouru les rues de Metz en arborant des banderoles dont les plus éloquentes disaient : « Le droit de vivre ne se mendie pas, il se prend ». « Nous ne voulons pas de tours ». « Stop à la concentration ». « La ZUP veut vivre et non survivre ». « Halte au langage de l'argent et de la mise en cage ». « Les zuppiens ne sont pas des lapins ».

(1) Officielle avec panneaux et banderoles.

Quant aux tracts diffusés à la ronde ils disaient : « Les zuppiens refusent des compromis avec la municipalité de Metz. Ils prennent leurs responsabilités. Que le maire fasse un choix : la rentabilité ou la vie des zuppiens. » Et sur les marches de l'hôtel de ville, on a vu fleurir, dans un pot de fleur, une tour en carton.

Depuis, nous avons tenu une réunion-débat autour de diapo prises sur la ZUP et rencontré des militants d'autres quartiers. On diffuse « nos » enveloppes où, au dos, un grand cachet dit notre refus : Lettre ouverte au président de la République de passage en Lorraine.

Après ces quelques mois d'action, faut-il tirer des conclusions ? Non. Quelqu'un de la commission disait : « Ça ne fait que commencer ». On peut cependant exprimer ce que ressentent quelques militants qui vivent cette bagarre.

— Nous avons un peu l'impression d'avoir « cassé l'isolement » de tas de gens écrasés qui se sont retrouvés pour une exigence de vie qui dépasse de loin le problème des tours.

— La rencontre, la discussion, la préparation de l'action a permis non seulement l'expression d'un plus grand nombre, mais la mise en place d'une structure plus souple que celles existant habituellement. Il n'y a ni prési-

dent ni trésorier, mais des animateurs et un partage réel de responsabilités suivant les possibilités des uns et des autres. Il y a toujours décisions collectives et vote si il y a divergences de vue.

Près de 50 personnes font ainsi l'apprentissage d'une réelle structure démocratique.

— Une réflexion politique importante a eu lieu. Il y a eu prise de conscience progressive de l'agression subie, de la rentabilité comme moteur de notre société capitaliste, d'un pouvoir aux mains des notables et des riches, de la nécessité d'une véritable expression populaire qui nous est interdite dans les faits malgré les belles paroles. L'idée de rupture nécessaire a progressé et l'idée de légalité a nécessairement été remise en cause.

Ce n'est pas sans raison si le souci actuel est devenu :

Comment mettre en route le maximum de gens ; continuer.

En effet, l'action est loin d'être terminée. En dernière minute nous apprenons que les militants de la ZUP organisent un jeûne public de trois jours sous tente au milieu du quartier.

Ce sera à nouveau l'occasion de populariser la lutte et de mieux informer l'ensemble de la population messine sur la situation faite aux « zuppiens ».

Pierre Clément ■

Le prophète mis à mort

De l'événement politique qui a représenté la fin terrible du grand leader de la révolution d'Octobre, Joseph Losey et son scénariste N. Mosley n'ont retenu, avec « L'assassinat de Trotsky », que le fait divers. Sur un ton neutre, froid, distant, le cinéaste a suivi les démarches de Ramon Marcader (Alain Delon) alias le Belge Jacques Mornard, alias le Canadien Franck Jackson, pour entrer en contact avec Trotsky après avoir séduit son ancienne secrétaire (Romy Schneider). Le metteur en scène a manifestement été attiré par la confrontation du vieux révolutionnaire avec son destin incarné en un énigmatique personnage nerveux et gesticulant que seuls son forfait et le renom de sa victime ont sorti de l'obscurité.

La perspective de Losey : développer à partir d'un cas très concret une réflexion théorique sur le crime politique, n'aboutit même pas. Force de détails nous sont

fournis sur les approches de l'assassin, le choix de l'arme — le fameux piolet —, les tergiversations et l'angoisse devant la certitude de frapper une figure historique à laquelle le criminel semble s'attacher. L'enquête est minutieuse mais sa portée est vraiment limitée. L'attente du spectateur reste constamment déçue et le courant ne parvient pas à passer.

LES REVERS D'UN CHOIX

Dès lors, apparaît nettement le revers du choix de Losey de s'en tenir strictement aux derniers instants de la vie de Trotsky. Sur ce sujet, il y avait comme une revanche à prendre sur les silences de l'histoire « socialiste » officielle, sur les photos truquées, sur la gélatine des films grattée, dans le but de forcer à l'oubli, de se débarrasser de la représentation même d'un témoin gênant. De plus, la fin du « prophète désarmé » ne pouvait s'éclairer qu'en référence à l'engagement militant et révolutionnaire qui fut le sien, toute sa vie durant. Or de celui qui fut le président du Soviet de Saint-Petersbourg en 1905, fougueux propagandiste de la révolution, exilé

dans les capitales européennes, organisateur de l'Armée rouge, le spectateur ne gardera que l'image d'un vieillard accablé par le sort dans sa retraite fortifiée, mi-moine, mi-professeur, qui n'a de cesse, entre deux feuilles de salades distribuées à ses lapins, de retourner à ses chères études ou à d'interminables mémoires dictés ex cathedra à un secrétaire ou à un magnétophone antique.

UNE REVANCHE A PRENDRE

Quant au problème essentiel de la vraie responsabilité en cette affaire, il n'est pas autrement traité que par la description méticuleuse du bras qui a exécuté le crime. Pour le reste, le mystère plane. A un policier mexicain qui l'interroge sur l'auteur présumé d'un premier attentat manqué, perpétré contre lui, Trotsky répond dans le film sous forme de boutade « Joseph Staline ». Ça ne reste qu'une boutade, sans autre mention de l'activité de Trotsky en vue d'organiser une véritable opposition de gauche au stalinisme qu'il accuse d'orienter l'URSS, « Etat prolétarien à défiguration bureaucratique en un

Etat bureaucratique à survivance prolétarienne ». Par ses silences et ses ambiguïtés, le metteur en scène a laissé échapper l'occasion d'accrocher un passé récent, l'histoire immédiate méconnue, à une réalité encore très actuelle.

UN MORT GENANT

En fin de compte se détache de « L'assassinat de Trotsky » une thèse implicite, à savoir que la Guépéou aurait de toute façon fait assassiner un mort, Losey semble avoir été subjugué par les aléas de la destinée du grand révolutionnaire obligé par le fait de son exil et de sa retraite mexicaine à se couper de l'expérience militante. Trotsky serait donc devenu un théoricien radotant déraciné de la pratique. En somme un mort en puissance à l'exemple du taureau dans l'arène, image dont le film use et abuse. Cette vision des choses rend aveugle sur l'inépuisable énergie que Trotsky a déployée jusqu'au dernier jour pour constituer dans la lutte un nouveau pôle révolutionnaire en opposition au stalinisme. « Sa tâche, déclarait-il, c'est de renverser la domi-

nation du capital, son but, c'est le socialisme, sa méthode, c'est la révolution prolétarienne. »

LA TRAGÉDIE DE L'HISTOIRE OU D'UN DESTIN

Du reste, la préférence constamment donnée par le film aux annotations psychologiques, à l'attachement amoureux de Trotsky pour sa compagne Natalia, aux attitudes personnelles, que la fascinante composition de Richard Burton ne fait qu'appuyer, traduisent l'unique souci de s'en tenir au drame individuel au mépris de l'analyse globale. « J'ai lu plusieurs fois dans des journaux, des considérations sur la tragédie qui m'atteint. Je ne connais pas de tragédie personnelle. J'apprécie mon sort en liaison indissoluble avec la marche de l'évolution sociale. » Losey aurait dû s'inspirer de ce jugement de Trotsky sur son propre compte, au lieu de nous donner un film qui, sans manquer de grandeur ni d'humour, n'apporte rien ou pas grand-chose.

Alain Moutot ■

Souvenirs d'un militant

Notre camarade Edouard Depreux vient de faire paraître aux éditions Arthème Fayard, un fort volume de « mémoires ».

Les mémoires sont un genre littéraire très prisé par les hommes politiques parce qu'il leur permet généralement de jouer les prophètes à posteriori et de justifier particulièrement leur propre rôle. Il s'agit donc, sous le couvert d'une œuvre autobiographique, de reconstruire artificiellement une partie de l'histoire contemporaine.

« Les souvenirs d'un militant » d'Edouard Depreux rompent résolument avec cette façon d'utiliser les mémoires et c'est tout à son honneur. Ici point de justifications plus ou moins subtiles, jamais notre camarade ne se livre à l'escroquerie intellectuelle d'utiliser le présent pour faire semblant d'avoir eu raison avant tout le monde ou avant la fin de l'événement.

« Les souvenirs d'un militant » se présentent comme une tentative « aussi honnête que possible » de faire le récit des événements, de tous les événements, auxquels Edouard Depreux a été mêlé en cinquante ans de lutte. A ce récit, notre camarade mêle les réflexions que les faits lui ont inspirées, ses joies, ses déceptions.

Le lecteur des « Souvenirs d'un militant » pourra constater qu'il s'agit là d'une œuvre qui est aussi œuvre littéraire. Le style en est familier mais rigoureux, le mot est toujours précis.

Nombreux sont les portraits : ceux de Vincent Auriol, Léon Blum, Aneurin Bevan, Charles de Gaulle, Jean Longuet, Daniel Mayer, Pierre Mendès-France, Guy Mollet, sont parmi les plus réussis : force et finesse du trait.

DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE AU SOCIALISME

Tel est le sous-titre que portent ces « Souvenirs d'un militant ». Tel est le fil conducteur

de l'ensemble de l'ouvrage. Le récit nous montre comment ce fils de la moyenne bourgeoisie adhère à la Ligue des Droits de l'Homme et au parti socialiste.

Au retour de la guerre, à 21 ans, Edouard Depreux adhère à la Ligue des Droits de l'Homme en novembre 1919.

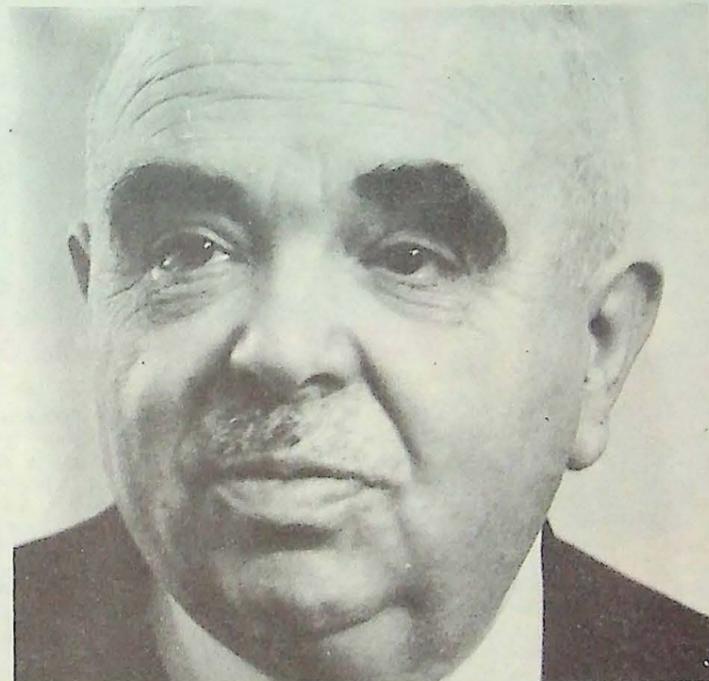
Par contre, si dès ce moment, il décide d'adhérer à un parti politique, il attendra plusieurs mois, parce que « devenir socialiste, pour un jeune bourgeois, c'est opérer une révolution intérieure ». Son adhésion à la section de Sceaux du parti socialiste sera effective après le Congrès de Tours. Contrairement à bien d'autres, le militant Edouard Depreux ne cherchera pas à faire carrière, et il faudra la deuxième guerre mondiale, l'occupation et la lutte clandestine pour qu'il abandonne sa profession d'avocat. Profession qu'il ne reprendra pas après la Libération, puisqu'il sera entièrement absorbé par le rôle de premier plan qu'il aura eu le courage de prendre pendant la clandestinité.

Edouard Depreux, conseiller général, député-maire de Sceaux, sera ministre de l'Intérieur et ministre de l'Education nationale. Cet aspect notable de son activité ne l'empêchera pas de mesurer les erreurs du front républicain, la trahison politique de Guy Mollet, et de comprendre la nécessité d'aller plus loin dans sa marche vers le socialisme.

A l'heure où beaucoup songent déjà à exploiter leur gloire passée et dédaignent les dangers du présent, Edouard Depreux sera avec d'autres, souvent plus jeunes que lui, l'artisan de la création du P.S.A.

LES GRANDS MOMENTS

« Les heures exaltantes du front populaire » font du militant Edouard Depreux le chef de cabinet de Vincent Auriol, ministre de la Justice. Mesurant les dangers de ce qu'il appelle, en référence à Marx, le « crétinisme ministériel », Depreux se donne à fond dans sa tâche. Il peut constater les limites de l'action gouvernementale. C'est de cette période de



Colombet

Edouard Depreux

sa vie qu'il gardera la volonté de rester en contact avec les militants.

Dès juillet 1940, venant d'être démobilisé, Edouard Depreux prépare sa longue bataille. En octobre 40 avec Robert Verrier et Gérard Jacquet, il participe à l'action clandestine dans la région parisienne, puis dans la France entière. La lutte clandestine sera toute son activité.

Au lendemain du débarquement allié en Normandie, pendant la bataille de Paris, en août 1944, Depreux est partout, il est le président de la Fédération socialiste clandestine de la Seine.

Edouard Depreux devient parlementaire, pour la première fois, comme membre de l'Assemblée consultative provisoire. Elu ensuite député, il devient le 23 juin 1946, ministre de l'Intérieur dans le gouvernement tripartite : G. Bidault, M. Thorez et F. Gouin. Ce nouveau ministre, depuis un mois, affirme dans un meeting à Sceaux : « Le socialisme n'est pas l'addition d'une série de réformes. Un hiatus est nécessaire. C'est ce que nous appelons la révolution. » Ce sin-

gulier ministre de l'Intérieur, sera celui qui donnera le droit de grève au personnel de la police ; le personnel en usera d'ailleurs très rapidement ! Ministre de l'Intérieur en 1946-1947, c'est une œuvre de reconstruction qu'il faut faire : éliminer les collaborateurs, poursuivre les traîtres.

L'affaire Soinovici, le complot du « Plan Bleu », l'agitation après la rupture du tripartisme, le Ministre eut fort à faire. Ministre de l'Intérieur en 1946-1947, Edouard Depreux était responsable de l'Algérie, à ce titre il estimait qu'à ses yeux « la tâche essentielle d'un ministre socialiste devait être de procéder à une décolonisation intelligente ».

Il faut lire le chapitre consacré à l'Indochine et à l'Algérie. Sans souci de plaire, Depreux démontre les mécanismes de blocages, explique les conflits d'intérêts, met en évidence les responsabilités, y compris celles des socialistes. Il le fait durement et calmement.

Edouard Depreux ne cache pas que l'une des grandes satisfactions de sa vie aura été celle d'être ministre de l'Education nationale en 1948. Evi-

demment il n'y a aucune commune mesure entre les événements de 1948 et maintenant. En vingt ans, en matière d'Education nationale, tout a changé. On ne peut que recommander d'autant plus la lecture du chapitre sur l'Education nationale : comment en 1948 le militant socialiste a pu mettre sur pied des projets de réforme « dans des conditions politiques difficiles ».

Le socialiste anticolonialiste Edouard Depreux ne cessera de souffrir devant les trahisons successives des « socialistes » face à la lutte anticolonialiste du peuple algérien. Cette exigence de pureté du socialiste va conduire Depreux à devenir le porte-parole de la minorité de gauche de la SFIO, puis sur l'insistance de ses camarades à créer le parti socialiste autonome. La totalité des chapitres consacrés à la période 1948-1958 permet de comprendre cette bataille longue mais décisive.

L'HONNETETE DU CHRONIQUEUR

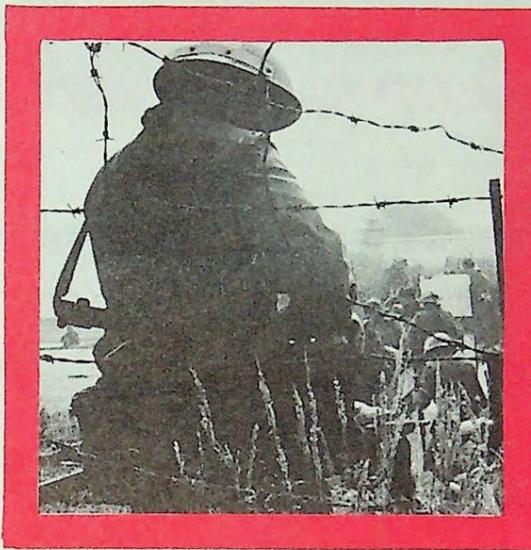
Le lecteur des « Souvenirs d'un militant » ferait une erreur en cherchant dans l'ouvrage d'Edouard Depreux des détails « croustillants », de la petite histoire. Réservons cela à J.-R. Tournoux et à ses dossiers. Dans son livre, Edouard Depreux se moque de plaire ou de déplaire, il nous propose une quête constante de la vérité telle qu'il a pu l'entrevoir. Militant il cherche en militant, son activité de ministre, de secrétaire de section, d'avocat et de parlementaire sont placées sur le même plan. Il s'agit bien des souvenirs d'un militant et non des mémoires d'un notable et la critique littéraire bien établie ne pourra lui en faire que des reproches.

Par contre le militant, lecteur de Depreux, trouvera dans ce livre de nombreuses notations, beaucoup de remarques et de réflexions qui lui permettront de mieux connaître celui qui a été longtemps le Secrétaire national du PSU et qui reste aujourd'hui un militant de valeur de notre parti.

Patrick Gancel ■

LA TORTURE EN IRLANDE

PATRICK SHIVERS



Cinq heures du matin, on frappe à la porte. Un soldat est là. « Tu as cinq minutes pour t'habiller ». Six ou sept soldats encerclent la maison. Embarqué dans une jeep de l'armée, on tourne en rond pendant environ une heure. Je ne sais pas où nous allons.

J'entends dire qu'on va à Ballykelly. A Ballykelly, on me questionne. Emmené dans une autre pièce. Une couverture percée de deux trous, et quelqu'un derrière qui m'identifie. Une voix dit, « Ça va ! ». On me conduit dans une grande pièce ; j'y vois quatre autres détenus. Je reconnais Dan McCloy, un autre appelé McCoy, un autre appelé Graffin, tous de la région de Toomebridge. On nous fait asseoir, bien séparés les uns des autres, et on reste là une heure, sous la garde de six ou sept soldats. En route vers le Camp de Magilligan. Deux ou trois autres montent dans le car, les mains attachées derrière le dos. On les détache dès qu'ils sont dans le car.

Le camp de Magilligan

On reste dans le car trois heures environ. On nous enferme ensuite dans des baraquements Nissen (en tôle ondulée). On y trouve un tas d'autres prisonniers (30 à peu près). On y reste jusqu'à la soupe, où l'on nous conduit par groupes de six. Dans le baraquement, je parle à Brian Corr, de McKenna. Nous sommes déroutés, surpris de nous retrouver. Après la soupe, questionnés par deux inspecteurs. On me demande si j'étais dans l'IRA. On me questionne aussi sur les armes, puis on me ramène au baraquement.

Tous au lit. Les lumières, commandées de l'extérieur, restent allumées. Comme la nuit passe, les soldats deviennent de plus en plus nerveux au dehors. Il y a aussi de la police avec des bergers allemands. Le bruit commence vers minuit. Ils frottent leurs matrasques contre les parois des huttes Nissen, pour nous empêcher de dormir et nous terroriser. Impossible de dormir. Le bruit continue jusqu'au jour. Bruit d'hélicoptère qui approche ; il se pose dans un champ voisin. J'aperçois l'hélicoptère et six hommes en civil qui viennent. Policiers en civil aussi à côté de nous. On amène quatre sacs bleus ; ils nous les mettent sur la tête. On défait les menottes qui nous liaient les uns aux autres, et on nous en lie les mains par devant. Au pas de course jusqu'à l'hélicoptère, qui se pose je ne sais où. Un camion recule jusqu'à l'appareil. Ils nous sortent et nous jettent dans le camion comme des sacs de patates. Ça sent la bouse de vache. On fait une centaine de mètres. On nous conduit dans un bâtiment. Déshabillés, examinés par un docteur. Toujours le sac sur la tête. Couchés sur un lit et examinés. On me passe une salopette de l'armée. Mis dans une pièce. Bruit, comme s'il y avait un compresseur dans la pièce. Très fort. Assourdissant.

Mains contre le mur. Les jambes écartées. Ils me tirent la tête en arrière avec le sac, et me poussent aux reins pour me cambrier. Je reste ainsi pendant environ quatre heures. Je ne peux plus tenir mes bras en l'air. Je les laisse tomber. Ils me

les lèvent de nouveau. Ils me frappent sur les mains jusqu'à ce que la circulation revienne. Comme ça, sans arrêt, pendant 12 à 14 heures, jusqu'à ce que je finisse par perdre connaissance. L'idée me vient que Paisley s'est emparé du pouvoir, comme ça, et qu'on va m'exécuter ou me faire mourir sous la torture. Je tombe encore plusieurs fois. On me relève avec des gifles. Cela a dû durer deux ou trois jours. J'avais perdu le compte du temps. Pas de sommeil. Pas de nourriture. Je savais que j'avais perdu connaissance plusieurs fois, mais je ne savais pas pendant combien de temps.

Du bruit tout le temps. Après mon dernier évanouissement, je sentais que quelqu'un me faisait faire des mouvements, comme pour me faire revenir à moi, et pour rétablir la circulation.

On me traîne dans une autre pièce par le sac que j'avais sur la tête, et une voix me demanda si j'avais quelque chose à dire. Les premières paroles depuis mon départ de Magilligan — il y avait de ça, d'après mon calcul, deux ou trois jours. On me passe des souliers. On me fait sortir et on me jette à nouveau dans le camion. A moitié porté, à moitié traîné hors du camion une autre fois. Bruit de l'hélicoptère. Je ne sais pas combien de temps en l'air. Sorti de l'hélicoptère ; arrière d'un camion.

Deux ou trois hommes me font baisser la tête et courir sur de la tôle ondulée je crois. On me cogne la tête au mur. On me fait entrer dans un bâtiment. On me fait asseoir, on m'enlève le sac. La première chose que je vois, un officier de police RUC (1), un lieutenant (Head Constable). Je peux le reconnaître. Il y a un civil derrière lui, un secrétaire je crois. Ils ont l'air horrifié quand ils me voient. De l'écume sur les lèvres par manque d'eau et par soif. Ils me lisent un document. Ensuite un document sur ma détention. J'essaie de parler. Je peux tout juste réussir à murmurer. « Pourquoi m'avez-vous fait ça ? » Derrière moi, l'homme qui tient mon sac, me tire la tête en arrière par les cheveux, et me dit : « Parle plus fort,

je ne t'entends pas. » Je prends le document pour le regarder. Mes yeux se brouillent, je ne peux pas le lire comme il faut. L'homme qui est derrière moi le prend. Il le fourre dans une poche sur ma poitrine. On me remet le sac sur la tête. Ils me font sortir au pas de course. Jeté dans le camion de nouveau... Ils me frappent dans les côtes et aux genoux. D'après les bouts de leurs chaussures, je vois qu'ils portent des bottes de l'armée ou de la police. Je reçois un coup violent sur le visage. Je m'évanouis.

A mon réveil, dans l'hélicoptère de nouveau. Direction inconnue. De nouveau l'arrière d'un camion. Conduit dans des pièces bruyantes. Une pièce où je m'étais déjà trouvé. Le même traitement : mains en l'air, pieds écartés. Je m'affaiblissais. Je n'avais pas faim maintenant, mais je n'avais rien mangé depuis plusieurs jours. J'avais perdu le compte des jours.

Assis par terre, le buste droit, un tuyau qui dépasse du mur vient s'enfoncer dans le bas de ma colonne vertébrale. Bras, jambes, genoux, tout est mort et raide. Conduit dans une pièce. On m'enlève le sac pour la deuxième fois. Un Inspecteur de la Police Spéciale (Special Branch) est là devant moi, et il y a une tasse d'eau sur le bureau. Il me dit de boire une gorgée d'eau. Je bus, ma première gorgée depuis quatre ou cinq jours.

Il se mit à me questionner. Je ne pus lui répondre. Mes lèvres collent de bave. Il se mit en colère, et me demanda de parler plus fort. Il se mit à me poser des questions sur l'IRA, son activité, les caches d'armes près de Toome. Je ne savais pas de quoi il parlait. Je ne savais rien sur rien. Au bout d'une demi-heure, il me dit : « Je vais te renvoyer là-dedans de nouveau. » Ce qu'il fit.

Je m'évanouis de nouveau. Alors le docteur m'enveloppa dans des couvertures. On me transporta dans ce qui semblait être un petit cabinet médical. Ils mettent quelque chose dans ma bouche : je crois qu'il s'agit d'une drogue, et je crache. La deuxième fois, il me dit : « Garde ça dans ta bouche, je ne fais que prendre ta température. »

Accent anglais. Toujours le sac sur la tête. Puis on me donne une tasse d'un liquide chaud. Ils m'ouvrent la bouche et me le font boire par force. Conduit dans une autre salle. Laissé à même le sol. Puis on me fit sortir. On me fit faire plusieurs fois le tour de la pièce, et la longueur d'un couloir. Plus tard je me rendis compte que l'on m'avait conduit dans la salle des interrogatoires.

Une obsession : l'Ira

Un autre policier de la « Special Branch » me questionne. Sur le Mouvement pour l'Égalité des Droits Civiques, sur le « Roddy McCorley Memorial Fund », sur le « Credit Union » et sur mes opinions politiques. Pour qui avais-je voté aux dernières élections pour Stormont ? Il veut croire que je suis en rapport avec l'un des deux groupes de l'IRA. On m'emmène, le sac sur la tête, et l'on me jette dans une cellule. L'air est neuf. Demi-sommeil, frissonnant de froid, pendant quelques heures.

L'inspecteur revient. On me remet le sac. La question à nouveau.

Nouvelle cellule, avec un matelas par terre. Il passe quelque temps, puis on m'emmène pour un nouvel interrogatoire. J'ai perdu le compte des interrogatoires. Peut-être quatre ou cinq. Mêmes questions. D'après le « Special Branch », tous mes amis sont dans l'IRA. Enfin le policier qui m'interroge s'adoucit. Il me dit que je pourrais rester dans ma cellule sans le sac sur la tête. A condition que je reste tourné vers le mur, peut-être afin que je ne puisse pas voir ceux qui entreraient dedans pour me coiffer du sac.

On m'apporta du café chaud que je bus. Une tartine de confiture que je mangeai. Puis, on me dit que j'irais me raser et me laver le matin suivant.

Mauvais sommeil. Le matin, on me conduit dans une pièce. On me rase et lave les pieds. On m'avait marqué d'un chiffre aux mains et aux pieds tandis que j'étais au mur. On les efface.

Nouvelle cellule. On me fait reconnaître mes vêtements. Emmenés puis ramenés. Je m'habille. On me prend la ceinture. Mes pantalons glissent ; ils tenaient sans ceinture, avant... Je comprends alors que j'ai maigri.

Je suis très faible. L'inspecteur rentre, et me met le sac. On me conduit chez les docteurs, et l'aide me demande de me déshabiller encore. Examen complet. On me pèse. A ma grande surprise je ne fais plus que 115 livres. Je faisais 128 livres, (c'est-à-dire 58 kg), avant mon arrestation. L'inspecteur me dit qu'il y a encore une formalité. Il me conduit tout nu dans une autre pièce où il y a un photographe ; le détective est à mes côtés.

Le sac de nouveau. Camion, puis hélicoptère. Plus d'une heure en l'air. Une jeep de la Police. Je suis repesé. Le docteur m'examine cette nuit-là. Je lui demande quel jour nous sommes. Mardi. J'avais passé huit jours en prison. Je suis maintenant détenu à la prison de Crumlin Road, aile C.

(1) RUC : Police Royale de l'Ulster.